

1940-1942 : Réseaux militaires clandestins et Bureaux des Menées Antinationales

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Henri Frenay, L'action des services avant et après 1942, Les rapports avec les autres réseaux, Lieutenant Colonel Perruche, Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?, Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...), Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?, Quand a débuté la résistance des SR ?, Quels rapports des SR avec Vichy ?, Renseignement, Services allemands, Source MAD
29 octobre 2021

CETTE SACRÉE VÉRITÉ...

Soucieux de dissiper bien des malentendus, des confusions et des jugements sommaires, hâtifs et souvent partiels formulés à propos de l'action clandestine menée par les services spéciaux militaires de juin 1940 à la fin de l'année 1942, le Colonel Paillole nous livre ici le témoignage vivant de cette époque si contrastée, si controversée aussi et fait sortir de la nébuleuse des premières années de la résistance, le rôle joué par ses camarades et le sacrifice de nombre d'entre eux.

C'est encore et toujours la présentation inexacte, incomplète de l'opposition des militaires à l'oppression nazie de 1940 à 1942 qui m'incite à revenir sur un sujet que j'ai maintes fois traité. Je supporte mal l'image confuse qui est donnée de leur résistance et l'exploitation malveillante qui en résulte. Nous avons, moi le premier, notre part de responsabilité dans cet état de fait: trop de timidité, d'humilité, mais aussi et surtout, en face des exigences de l'HISTOIRE, une conception étriquée du devoir de réserve, pas toujours exempte de suffisance. Je serais satisfait si l'exposé qui va suivre limité au travail de nos réseaux clandestins et des Bureaux Menées Antinationales (B.M.A.) permettait une vue plus claire, une compréhension plus complète et juste de leurs rôles et actions respectives.

Les militaires dans la résistance de 1940 à 1942 N'en déplaise aux irréductibles détracteurs de l'armée et à leurs complices médiatiques, il est désormais établi que les premiers actes de résistance à l'occupant, fin 1940, sont pour la plupart d'initiatives militaires.

On peut les classer schématiquement en trois groupes: - L'opposition à l'ennemi mais aussi au pouvoir de Vichy. La plus salutaire pour la FRANCE fut celle du Général de Gaulle. Elle reste dans l'HISTOIRE, le symbole du patriotisme et de l'honneur. Il y en eut d'autres diversement développées, la plus marquante étant celle de mon ancien de Saint-Cyr et ami Henri Frenay.

- Les réseaux clandestins issus du 5e Bureau de l'E.M.A.. Ils vont poursuivre leurs missions de recherche et de contre-espionnage contre l'Axe en marge des autorités vichysoises.

- La résistance de l'armée de l'armistice orientée par les premiers chefs, Weygand, Frère, Verneau, du Vigier, Baril, etc.. dans un esprit de revanche et la préparation en secret d'une participation aux opérations alliées de libération. Ainsi naquirent dans les zones libres (métropole et A.F.N.) des institutions plus ou moins confidentielles et éphémères : camouflage

du matériel (C.D.M.), mobilisation clandestine, section secrète du 2e Bureau de l'E.M.A. et Bureau des Menées Antinationales (B.M.A.). Je n'oublie pas les tribunaux militaires qui surent réprimer de 1940 à 1942 les entreprises des services spéciaux de l'Axe et de leurs auxiliaires.

Naissance et caractéristiques des réseaux militaires clandestins

Le 26 juin 1940 à 18 heures, le Colonel Rivet et les cadres du 5e Bureau de l'E.M.A. dissous, font le serment à Bon Rencontre (près d'Agen) de poursuivre en secret leur contrat. Le même jour à Brax (près de Toulouse) le personnel de ce 5e Bureau fait le même serment en présence du Colonel Malraison, adjoint du Colonel Rivet. Le 27 juin 1940, nous tirons les premières conséquences de cette résolution:

1 - La poursuite de la lutte est en opposition aux clauses de l'armistice. Elle exigera une organisation et des actions secrètes, hors des institutions officielles. Elles seront indépendantes d'elles.

2 - Secret et sécurité imposent un cloisonnement rigoureux entre nos spécialistes: renseignement proprement dit, contre-espionnage, sécurité. C'est l'éclatement de nos services centralisés d'origine dans le 2e Bureau (S.R. - S.C.R.) et le 5e Bureau. C'est l'obligation de créer des réseaux indépendants.

3 - Des cadres volontaires de ces réseaux d'active ou de réserve, seront en dehors de l'armée, en congé d'armistice ou bénéficiaires de contrats spéciaux ménageant leur avenir.

4 - Les moyens financiers et matériels de l'ex 5e Bureau seront répartis entre les réseaux. La réserve de fonds secrets est importante et suffira largement aux besoins immédiats de l'ensemble clandestin.

5 - Chaque chef de réseau reprendra contact avec son homologue de l'I.S. La liaison centrale radio avec Londres sera rétablie au sud de Royat.

6 - Des contacts et des accords seront pris avec l'ambassade des États-Unis à Vichy et la légation du Canada, pour assurer la transmission aux alliés des informations recueillies par nos réseaux. Des liaisons seront établies par chaque réseau avec les représentants alliés en pays neutres: Berne, Madrid et Lisbonne.

Ainsi vont naître en juillet 1940 nos réseaux clandestins, homologués à la libération et à partir de cette date dans les Forces Françaises Combattantes (F.F.C.). KLÉBER : Lieutenant-Colonel Perruche - P.C. à Vichy et Royat sous la couverture d'un " Office du Retour à la Terre ".

SSM/F/TR : Commandant Paillole - P.C. à Marseille, boulevard de la Plage sous la couverture de " l'Entreprise des Travaux Ruraux ". (T.R. : appellation initiale du réseau).

S.R. Air: Colonel Ronin - P.C. à Cusset avec radio spécifique avec l'I.S. à Londres.

Naissance et caractéristiques des B.M.A.

L'organisation clandestine se substitue de la sorte à la défunte institution officielle de défense.

Son caractère révolutionnaire ne nous échappe pas plus que ses conséquences et ses risques. Dès lors, nos réflexions se portent sur le devenir de l'armée et ce que nous devrions en attendre. La création d'une armée de l'armistice est dans l'air. Rivet qui a vécu l'occupation de l'Allemagne au lendemain du traité de Versailles, a suivi, pas à pas la création de la Reichswehr et la naissance de l'Abwehr.

Soutenu par Weygand, il va plaider pour une institution analogue au sein de l'armée de l'armistice. C'est la création d'un organisme de défense contre le communisme, l'espionnage, le sabotage et plus généralement contre "les Menées Antinationales ". Il en revendique la responsabilité, convaincu que nos réseaux clandestins y trouveront les appuis matériels et moraux dont ils auront besoin. Après deux mois de négociations, sa suggestion est entendue le 25 août 1940, la commission d'armistice de Wiesbaden autorise la création du " Service des Menées Antinationales ". Dans chaque Division Militaire Territoriale (en zone libre et en Afrique) seront installés des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.).

Pour répondre au mieux aux motivations qui nous ont inspirés, cette institution nouvelle doit résoudre avant tout un problème de recrutement et d'encadrement. Rivet et d'Alès vont s'y employer pendant tout le mois de septembre 1940 en piochant dans les ressourcés des B.C.R. dissous en juin 1940.

Au Colonel d'Alès, technicien confirmé, va échoir la direction effective des B.M.A. Il prendra comme adjoint un officier de haute qualité, le Lieutenant-Colonel Bonoteaux. Déporté, Bonoteaux mourra à Dachau dans les bras d'Edmond Michelet. Le Colonel Rivet, placé " en disponibilité fictive " (sic) veillera sur l'ensemble officiel et clandestin. Le 1er octobre 1940, le dispositif d'action et de défense est en place et opérationnel. L'appareil défensif en marche de 1940 à 1942

Il était temps.

Depuis juillet 1940, le réseau T.R. clandestin de contre-espionnage que je dirige, a pris vigueur et réactivé la plupart de ses agents infiltrés dans l'Abwehr. Les informations recueillies s'accumulent. Elles sont de deux sortes:

1 - Les informations d'ordre général sur la constitution, les missions, les moyens des services spéciaux ennemis, notamment ceux installés dans notre pays occupé. Leur exploitation fera l'objet de synthèses dont les données seront expédiées en lieu sûr à Alger. Les renseignements susceptibles d'intéresser les alliés (par exemple les directives de recherches données à l'Abwehr par l'O.K.N. car elles traduisent les intentions de Hitler) leur seront transmis.

2 - Les informations d'ordre particulier concernant la France et son Empire. En ce début d'octobre 1940, elles sont alarmantes. Elles prouvent la volonté de l'ennemi de s'opposer brutalement à toutes formes de résistance, d'imposer sa propagande, de s'infiltrer largement en zone libre, dans l'Empire et surtout en A.F.N. Aux moyens spécifiques de l'ennemi: l'Abwehr, Geheimfeldpolizei, S.D., O.V.R.A., S.I.M., etc... s'ajoutent les complicités de mauvais français de tous bords.

Une action défensive, disposant de moyens répressifs de fortune, mais surtout officiels, est urgente. Il faut que les Français comprennent que l'occupant demeure l'ennemi, que travailler avec ou pour lui, c'est toujours trahir au sens de la loi sur l'espionnage, en vigueur dans les

zones non occupées où la France demeure encore souveraine.

La répression officielle c'est l'affaire de la Police, de la Surveillance du Territoire et des Tribunaux militaires maintenus dans chaque Division Militaire Territoriale de l'armée de l'armistice en zone libre et en A.F.N.

Le réseau T.R. sera le pourvoyeur principal de cet appareil répressif, sous la couverture des B.M.A. à qui il appartiendra de le mettre en oeuvre sans révéler notre existence et nos sources.

Mission difficile pour ces B.M.A. car ils doivent protéger nos moyens et nos actions, animer des services officiels sous l'œil inquisiteur de l'occupant et la défiance d'autorités vichyssoises de plus en plus acquises à la politique de collaboration. Mission ambiguë, car les B.M.A. seront parfois saisis d'initiatives contraires à cette politique et devront, plus ou moins adroitement, en minimiser les conséquences. Il y aura des bavures.

Il y aura surtout une œuvre fondamentale de couverture de nos réseaux clandestins. L'ennemi ne s'y trompera pas et le " fusible " B.M.A. sautera en août 1942. D'Alès sera limogé sans ménagement. La plupart des chefs de B.M.A. seront poursuivis, arrêtés, déportés... Bonoteaux, Delmas, Roger, Proton, Heliot, Denaenne mourront dans les camps nazis Blattes, Jonglez de Ligne, de Bonneval (futur aide de camp du Général de Gaulle) en reviendront meurtris. J'en passe et m'en excuse, car de tels sacrifices consentis en toute connaissance de cause méritent mieux que l'indifférence, le sarcasme ou l'oubli.

T.R. - B.M.A. - Surveillance du Territoire - Justice militaire Pour conclure cet exposé, quelques cas concrets devraient aider à la compréhension du fonctionnement de cet appareil de défense. Au-delà de notre action secrète, nous avons voulu de 1940 à 1942 associer au maximum les forces encore vives de notre nation à notre lutte contre l'occupant. Pour si paradoxal que cela puisse apparaître à certains, nous pouvons nous enorgueillir de l'avoir tenté et souvent réussi. Ce qui suit tend à le démontrer.

Juillet 1940: Une commission d'armistice allemande s'installe à l'Hôtel du Roi René à Aix-en-Provence. Les écoutes installées par notre poste clandestin de Marseille (T.R. 115) révèlent la présence en son sein de membres de l'Abwehr soucieux de l'état d'esprit des militaires, des populations, de l'activité de la flotte, des camouflages d'armes, etc... C'est un jeu d'introduire dans cette commission plusieurs agents de pénétration.

En septembre 1940, T.R. 115 découvre qu'un couple d'origine allemande, réfugié israélite en France depuis 1938, a offert ses services aux nazis. Son activité est intense. Elle menace les entreprises clandestines de camouflage d'armes ainsi que certaines filières d'évasion par voies maritimes ou terrestres.

En décembre 1940, je décide d'y mettre fin. T.R. 115 s'en ouvre confidentiellement au commandant Jonglez de Ligne, chef du Bureau M.A. de la XV^e Division Territoriale de Marseille. La surveillance du territoire est alertée. Herbert S. et Hélène G. sont arrêtés. Devant l'abondance des informations sur leurs activités, ils se résignent aux aveux non sans arrogance et la menace d'en appeler aux vainqueurs, leurs employeurs. Devant le " bruit " que cette affaire d'espionnage (la première depuis l'armistice) pourrait susciter en métropole, le Colonel d'Alès, patron des B.M.A. obtient de la Justice militaire que le couple soit discrètement

transféré en A.F.N. Six mois plus tard le Tribunal militaire d'Oran condamne l'homme à mort et la femme à la prison sans qu'en aucune circonstance le réseau T.R. ait été mis en cause.

Septembre 1940: Un soldat britannique, Harold C., fait prisonnier en juin 1940, s'évade et se réfugie à Lille. En accord avec nos agents T.R., il organise au profit de l'I.S. un embryon de réseau de renseignements et surtout une chaîne d'évasion.

Nous établissons un relais à Paris avec l'aide du réseau Kléber et faisons aboutir cette chaîne à Marseille chez le correspondant de l'I.S., le Capitaine Garrow en rapport avec notre poste T.R. 115.

Imprudent et trop dispersé, C. est repéré par l'Abwehr et arrêté en mars 1941. Pour échapper à la répression, il accepte de poursuivre son activité sous le contrôle de l'ennemi. Ignorant de ce retournement, nos agents ne peuvent que constater les dégâts dans les réseaux de l'I.S. et en rechercher l'origine. Plusieurs indices font porter les soupçons sur C.

Le sentant brûlé dans le Nord, l'Abwehr décide de le transférer dans la région parisienne où, sous le nom de D., il devra pénétrer l'un des premiers et remarquable réseau de résistance: " Le Musée de l'Homme ". Ce sera chose faite en juillet 1941. Les arrestations succèdent aux arrestations. Torturé à mort, le grand savant Holweck s'éteindra en février 1942.

Grisé par ses succès, D. a cru bon d'entretenir comme couverture vis-à-vis de l'I.S. et de T.R., la filière lilloise d'évasion et son relais parisien. Ce sera sa perte.

C'est André Postel-Vinay, du réseau Kléber, qui est l'habituel correspondant de C. à Paris. Leurs contacts se multiplient. C. découvre l'activité de Kléber. C'est la bonne affaire pour l'Abwehr. A partir de septembre 1941, ce sont les premières arrestations. Fin 1941, c'est le tour de Postel-Vinay, en 1942 se seront les chefs de poste du réseau.

Alerté, notre poste T.R. 113 de Paris (Michel Garder) a vite fait le rapprochement C.-D.. Un agent de pénétration est infiltré dans la filière avec mission de convaincre l'anglais de " l'existence " d'une importante filière d'évasion vers la Suisse, basée à Lyon et où il pourrait être introduit. Fort intéressé, C. décide de se rendre en zone libre. Le 1er juin 1942, il arrive à Lyon et tombe dans la souricière organisée par le B.M.A. de la XIX° Division Militaire, alerté par T.R. La Surveillance du Territoire l'arrête et provoque ses aveux.

Devant l'abondance des preuves de ses activités criminelles à Lille et à Paris, il sera condamné à mort par le Tribunal militaire de Lyon quelques jours avant l'entrée de la Wehrmacht en zone libre, le 11 novembre 1942. Il échappera au peloton d'exécution et sous la pression des allemands, le maréchal Pétain accordera sa grâce.

Ce ne sera pas la chance du Français Henri D.. Ce traître qui a fait des ravages dans le réseau " Combat " d'Henri Frenay a été fusillé dans le fort de Montluc à Lyon le 16 avril 1942 par un peloton de l'armée de l'armistice.

Employé aux messageries Hachette de Paris, D. faisait chaque semaine depuis fin 1940, un voyage aller et retour à Lyon pour assurer les livraisons de cette entreprise entre les deux zones. Un ausweiss de complaisance permanent lui avait été accordé sur l'intervention de

l'Abwehr qui contrôlait de la sorte le trafic des messageries Hachette et pouvait à l'occasion utiliser les services de D.

L'officier traitant de l'Abwehr est une vieille connaissance de nos services clandestins de C.E. Le Hauptmann Binder de l'Ast de Stuttgart est " pénétré " depuis 1938 par un agent de notre poste T.R. 114 de Lyon et pas grand chose ne nous échappe de son activité en France. En octobre 1941, " Combat " qui a grand besoin d'assurer ses liaisons permanentes entre la zone Nord et la zone libre, a repéré à Paris les possibilités offertes par l'homme des messageries Hachette.

Pressenti, D. accepte (après réflexion et accord enthousiaste de Binder) de transporter dans sa camionnette le courrier de " Combat " de Paris à Lyon et vice versa.

Dès lors, l'Abwehr va contrôler l'activité de ce réseau. Les arrestations se multiplient. Binder exulte et fait quelques confidences à notre " pénétrant ". Il parle d'une camionnette Hachette qui circule en permanence entre Paris et Lyon et dont le chargement l'intéresse.

Avec le concours de la gendarmerie de la ligne de démarcation, la camionnette est identifiée par T.R. 114. En janvier 1942, le B.M.A. de Lyon alerté, provoque l'arrestation de son conducteur. D. habilement interrogé par le commissaire Truffe de la Surveillance du Territoire passe aux aveux.

Le dossier de l'affaire est solide! Les dégâts sont graves. Frenay est menacé. Jean Moulin est identifié.

Descours, chef du B.M.A. de Lyon, fait signer par le Général Commandant la 14^e Division Militaire un ordre d'informer pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

La taupe du réseau " Combat " sera condamnée à mort par le Tribunal militaire. Son recours en grâce sera refusé. Il sera exécuté.

J'invite le lecteur à en méditer le motif officiel: " Agent rétribué d'une organisation ennemie d'espionnage, Henri D. a recherché et livré des renseignements secrets intéressant la Défense Nationale ". Nous sommes en 1942.

En guise de conclusion J'aurais pu multiplier les cas concrets illustrant cette action répressive, stupéfiante pour certains esprits bornés. De fin 1940 à Novembre 1942, soit en deux ans, il a été procédé en métropole et en A.F.N. à 2.327 arrestations d'agents de l'Axe. Des dizaines furent passés par les armes.

Je me suis borné à trois cas significatifs mettant en cause un Allemand, un Anglais et un Français...**(1)** Le sort de ce dernier fut impitoyable. Laval, saisi par Abetz de cette " grave atteinte à la politique de collaboration " au moment où il revenait au pouvoir, le 18 avril 1942, deux jours après l'exécution de D., allait signifier à Rivet l'arrêt de mort des B.M.A. Mais nos réseaux clandestins étaient saufs.

(1) *Les dossiers de ces 3 affaires sont aux Archives de la Justice Militaire au Blanc (36300), ouverts aux chercheurs. Annexe Extraits du rapport du 28 novembre 1942 de la section III de l'Abwehrstelle de Paris. ...« Notre contre-espionnage a permis d'avoir les preuves certaines*

que les services secrets français ont continué au cours des années 1940 à 1942 et en violation des conventions d'armistice, à faire de l'espionnage contre l'Allemagne, notamment contre les troupes d'occupation en territoire français »...

Nota: Le document original trouvé à Berlin en 1945 a été traduit et communiqué au Colonel P. Paillole en 1946 par M. K. du S.D.E.C.E., chargé, dès la fin de 1944 par la D.S.M., de l'exploitation des archives allemandes saisies en France et en Allemagne à partir de juin 1944.

Paul Paillole : entrée dans les services spéciaux et rencontre du Colonel Rivet

Category: Colonel Paul Paillole,Général Louis Rivet,Videos en ligne
29 octobre 2021

A sa sortie de Saint Cyr, Paul Paillole se présente au 2eme bureau et rencontre le Colonel Rivet qui deviendra le patron des services spéciaux durant toute la guerre.

La naissance de la mission PEARL HARBOUR le role decisif du Colonel Ronin

Category: Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Le 8 novembre 1942 les Alliés ont débarqué à Alger et au Maroc avec les péripéties que l'on sait. A Vichy, les Colonels Rivet et Ronin, certains que l'Armée de l'Armistice ne s'opposerait pas à l'entrée des Allemands dans la zone Sud (dite « libre »), s'envolent de Marignane le 10 novembre 1942 à 4 h 30, accompagnés de quelques officiers. Ils atterrissent à Biskra trois heures plus tard.

Situation confuse. Ordres contradictoires. Grâce à la maîtrise de la Direction de la S.M. en A.F.N. et au sang-froid de son chef, le Lieutenant-Colonel Chrétien, les deux colonels peuvent gagner Alger le 13 novembre 1942. Les nouvelles du Maroc demeurent contradictoires. L'organisation du Commandement est ambigu Seul le Général Juin leur exprime ses inquiétudes devant la menace que représente la Wehrmacht qui débarque en force en Tunisie,

tandis que les Alliés poursuivent leur débarquement et que les forces françaises d'A.F.N. sont toujours choquées par les incertitudes et l'absence de directives.

Le 14 novembre Rivet et Ronin sont reçus par le Général Giraud dont les attributions sont encore mal définies. Le Général est soucieux lui aussi de la pression allemande en Tunisie et réclame des renseignements. Avec l'aide de la D.S.M. et du Commandant Michel de l'Armée de l'Air, les deux colonels installent leur P.C. à Alger, rue Charras (ex-local de la délégation d'armistice pour l'Air). Les jours qui suivent sont consacrés à l'élaboration d'un projet de « Direction S.R.- S.M. » — Il sera approuvé le 18 novembre 1942 par Darlan.

Les contacts sont rétablis avec Tunis, Rabat et Dakar — la liaison radio avec nos réseaux clandestins métropolitains est recherchée. Le 22 novembre, réunion sous la présidence du Général Bergeret, nommé Haut-commissaire adjoint. Camarade de promotion et ami de Ronin, Bergeret qui a une vision nette de la situation intérieure et extérieure, exprime les besoins en renseignements, immédiats et à court terme. L'objectif prioritaire demeure la libération du territoire, en A.F.N. puis en métropole, la Corse devant être la première étape à franchir. Le 26 novembre, Bergeret reconvoque Ronin et insiste sur les besoins en renseignements sur la Tunisie et la France en particulier sur la Corse.

Le 26 novembre, les représentants de l'I.S. et le Colonel Eddy de l'O.S.S., se mettent d'accord avec Rivet et Ronin pour la coordination des efforts de recherches. La Corse est placée en tête des objectifs à atteindre. Ronin est chargé de la préparation de l'opération. Le 27 novembre, c'est le sabordage de la flotte à Toulon. L'I.S. délègue auprès de Rivet et Ronin, les Colonels Craxfort et Winterbotham.

Le 1er décembre 1942, la liaison avec nos réseaux métropolitains est rétablie. Le 4 décembre 1942, Ronin, Winter-Botham, Crawfort et Eddy mettent au point la constitution de la mission à lancer sur la Corse. Ronin, familiarisé dans le travail en zone occupée, décide de confier la direction du Commando à mettre sur pieds, à l'un de ses agents confirmés en métropole et replié à Alger, le Belge de Saule. Le Colonel Chrétien recherchera des volontaires d'origine Corse et connaissant bien l'île. Il est convenu que l'opération sera exclusivement française avec l'appui logistique des Alliés. Le Commandant L'herminier, évadé de Toulon avec le sous-marin " Casabianca " et volontaire pour effectuer des missions sur les côtes françaises, sera chargé de la préparation et de l'exécution du débarquement du Commando (que Ronin baptise Pearl-Harbour) sur la côte corse.

Un secret absolu sera de rigueur. Le 5 décembre 1942, Chrétien a recruté des volontaires. Eddy propose un électricien nommé Brown, spécialiste des appareils radio, pour représenter l'O.S.S. dans la préparation technique du commando. Le Commandant L'herminier prend contact avec Ronin. Le 7 décembre 1942, réunion au P.C. de la D.S.M. à El Biar, des participants à l'opération Pearl-Harbour, sous la présidence du Colonel Ronin et en présence de L'herminier. Présentation du Commando : Le Commandant de Saule, son adjoint le Lieutenant Toussaint Griffi, le radio Pierre Griffi et Preziosi. La mission est définie recherche de renseignements sur l'occupation italo-allemande en Corse, recrutement et constitution de réseaux de résistance qui seront ultérieurement armés. Les conditions du débarquement clandestin sur les côtes corses sont précisées par L'herminier. Des conseils et des instructions de détails sont donnés pour la bonne exécution de la mission. Le 9 décembre 1942, l'équipe du Commando réunie à El Biar pour un dernier briefing est amené à bord du " Casabianca " où

l'accueille L'herminier et ses seconds Belley et Chaillet. La journée du 10 décembre est passée dans le sous-marin. Ce n'est que le 11 décembre 1942 à 19 heures que le " Casabianca " se met en route vers la Corse où, le 14 décembre 1942 à une heure du matin, la mission Pearl-Harbour est déposée sur la plage de Tofiti, commune de Cargèse.

Note de la Rédaction : Ce qui précède est le résumé du journal de marche du Général Rivet ainsi que des souvenirs du Colonel Chrétien (déposés au SHAT de Vincennes dans le fonds particulier du Colonel Paillole).

Au service de TR recit du capitaine Guillaume a la recherche de la sacree verite

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands,Source MAD
29 octobre 2021

1945 : L'URSS récupère les archives secrètes des Français

Category: 1942-1945,Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Général Louis Rivet,Services allemands,Services de l'Est,Services français
29 octobre 2021

Par Paul Paillole

Dans la rafale d'événements qui nous viennent de l'Est s'est trouvée l'annonce de la découverte d'un monceau d'archives en tous genres, saisies par les Allemands pendant l'occupation et récupérées pour l'essentiel par les Soviets en juillet 1945 en Tchécoslovaquie.

Dans le lot figureraient " les archives secrètes de l'ex-2ème Bureau d'avant-guerre ". C'est du moins ce qu'affirme un responsable des archives nationales soviétiques, en laissant entendre que leur restitution à la France pourrait être " négociée "...A quel prix et au profit de qui ? Beau sujet d'actualité pour les medias en quête de sensationnel.

Déjà les imaginations vagabondent ; on relance le [wagon de la Charité-sur-Loire saisi par la Wehrmacht en juin 1940](#), on croit savoir qu'une péniche (coulée ou pas coulée) sur la Seine renfermait des tonnes de documents finalement récupérés par les nazis, j'en passe...

Voici donc la VÉRITÉ en ce qui concerne les archives de " l'ex-2ème Bureau "(1). Je laisse aux autres administrations de l'État le soin d'éclairer l'HISTOIRE sur le sort qui fut réservé en juin 1940 à leurs propres archives. Je pense qu'elles éprouveront quelque embarras si j'en crois les témoignages des Chefs de l'Abwehr (et notamment du Colonel Reile) abasourdis, voire embarrassés par l'abondance et la richesse de leur moisson dans les multiples locaux abandonnés en catastrophe.

L'ODYSSEE DES ARCHIVES DU 2ème BUREAU (S.R.-S.C.R.)

La majeure partie des archives centrales de nos Services Spéciaux militaires a été transférée plusieurs jours avant la mobilisation de 1939 dans le P.C. de guerre du 5ème Bureau (nouvelle appellation du 2ème Bureau (S.R.- S.C.R.)) au Château Pereire près de la Ferté sous Jouarre. Sont restées à Paris, 2 bis, avenue de Tourville, les quelques archives indispensables aux Chefs de nos Services (Rivet, Schlessler et Perruche) pour la bonne exécution de leurs missions de commandement et de liaisons (2). Dès les premiers jours de juin, toutes ces archives sont mises en caisses et transférées le 10 juin 1940 à Montrichard (Loir-et-Cher). Elles sont immédiatement remises en service par les soins du Capitaine Garnier, chef des archives, dans un établissement secondaire réquisitionné au profit du 5ème Bureau. Le 16 juin 1940, devant la foudroyante avance de la Wehrmacht, les archives, environ 35 tonnes, sont littéralement bourrées dans cinq camions neufs que nous avons pu saisir à l'esbroufe dans un dépôt voisin du train des équipages à l'abandon. Alors, commence pour ces camions surchargés, placés je ne sais trop pourquoi sous ma responsabilité, un invraisemblable périple. Le sauve-qui-peut "

est général.

Une panique indescriptible s'est emparée de tout un peuple. La hiérarchie militaire, effondrée, se disperse aux quatre vents. On cherche en vain des ordres, des responsables, des chefs. Le 18 juin nous faisons escale au camp de la Courtine (près d'Ussel). Je n'ai pas entendu le Général de Gaulle : seul compte le sauvetage de mon convoi. Le 19 juin, je l'expédie plus au sud au Château de Brax, près de Toulouse où il arrive le 20 juin en compagnie d'une partie du personnel de notre Service Central (3) sous les ordres du Colonel Malraison, l'adjoint du Colonel Rivet.

Sur mes instructions, le Capitaine Garnier procède à la destruction par le feu de dossiers généraux d'un intérêt secondaire. Quatre à cinq tonnes d'archives partent ainsi en fumée tandis qu'à Bon Rencontre, près d'Agen, Rivet, d'Ales, Navarre et moi-même mettons au point les modalités de la poursuite de notre lutte contre l'envahisseur.

Plusieurs tentatives de Rivet sont vaines pour trouver un marin responsable, capable de décider du transfert de nos archives en A.F.N. Il faut pourtant, coûte que coûte, qu'elles échappent à l'ennemi.

Grâce à l'un de nos officiers de réserve, les patrons de la Société de Fromages de Roquefort nous offrent l'hospitalité de leurs caves.

Le 30 juin 1940, Garnier et quelques archivistes conduisent nos trésors allégés dans cette cache où ils vont rester jusqu'en septembre.

Entre-temps, j'ai installé le P.C. de notre organisation clandestine de C.E. (T.R.) à Marseille, Villa Éole, boulevard de la Plage.

Rivet et d'Ales, à Royat, ont enfin mis sur pied le Service des Menées antinationales (B.M.A.) qui dans sa lutte contre l'occupant doit pouvoir disposer de nos archives. Elles seront camouflées Villa Éole.

A peine installées, éclatent les 22,23 et 24 octobre 1940 les nouvelles stupéfiantes des rencontres de Hitler avec Laval, Franco et Pétain ainsi que de la " politique de collaboration ".

Les conséquences en seront graves. Le conflit peut à tout moment prendre une nouvelle tournure, s'étendre. Une menace sur la zone sud n'est pas exclue. De nouveau il faut assurer la sauvegarde de nos archives. Le transport en A.F.N. où elles pourront être exploitées s'impose.

Le 26 octobre 1940, je rencontre à Toulon le Chef du 2ème Bureau de la Région Maritime, le Capitaine de Corvette Nomura. Je lui fais part de nos préoccupations et de notre désir. Compréhensif, il m'invite à transférer immédiatement nos 30 tonnes à Toulon. Il les mettra en sûreté dans l'attente de l'autorisation de l'E.M. de la Marine pour les embarquer dans un bâtiment de guerre à destination d'Alger.

Le 28 octobre, je suis à Vichy. Notre patron, le Colonel Rivet se charge de la démarche auprès des marins.

Refus de l'Amiral Darlan.

Entre-temps, les archives ont été discrètement entreposées à Toulon dans deux cellules de la prison maritime. Elles vont y rester près de trois mois, contraignant nos Services à se priver de cette documentation. Cette situation ne peut se prolonger. Au surplus, Nomura a le besoin urgent de récupérer ses locaux.

En janvier 1941, pour la nième fois, nos 30 tonnes sont rechargées sur camions et retournent à Marseille au P.C. Cambronne.

Je suis furieux, angoissé.

DU REFUS DE DARLAN AU DRAME DE LEDENON

En accord avec Rivet, je décide de procéder à trois mesures d'allègement et de sauvegarde. Elles vont s'échelonner de janvier 1941 à octobre 1942.

1° Destruction par le feu d'environ dix tonnes de dossiers généraux et particuliers sans grande valeur historique.

2° Sélection des dossiers et fiches spéciales présentant un caractère d'actualité susceptibles d'être dangereusement exploités par l'ennemi en cas de saisie.

Cette documentation précieuse sera enfouie dans la propriété (4) d'un H.C. de mes Services, le Professeur Maurice Recordier. Elle sera récupérée à la Libération et versée dans les archives de la D.G.S.S. à la disposition des liquidateurs Nationaux de nos réseaux clandestins.

3° Les quelques 20 tonnes d'archives et fiches restantes seront, à tout instant, prêtes à être évacuées sur l'A.F.N. si une opportunité de transfert s'offre à nous ou camouflées, voire enterrées dans la propriété rurale d'une autre H.C. de mes Services, le Colonel d'aviation Favre de Thierrens, à Lèdenon près de Nîmes. En mars 1941, cette ultime solution est prête. Un logement y est prévu pour notre Chef archiviste le Capitaine Garnier et pour son adjoint le gendarme Saint-Jean.

En septembre 1942, se concrétise la préparation de l'Opération Torch (débarquement allié en A.F.N.). Elle aura des répercussions en France. Une fois de plus la menace pèse sur les archives.

Le 5 octobre 1942, je provoque une nouvelle démarche de Rivet auprès de Darlan. Elle a lieu le 6 à 17 heures.

" Pourquoi courir le risque de livrer aux Anglais ce que vous cachez aux Allemands "... Le refus de l'Amiral est sans appel ! Lourde est sa responsabilité.

Le 7 octobre 1942, je donne l'ordre à Marseille de remettre en caisses (il y en a plus de 200) dossiers et fichiers et de les évacuer soit sur Eyguières, soit sur Lèdenon.

Le 15 octobre 1942, tout est terminé.

Le 11 novembre 1942 la Wehrmacht envahit la zone Sud. Un détachement s'installe à Lèdenon.

Inquiet, Garnier demande au Maire du village dont les sentiments patriotiques paraissent sûrs,

d'éviter l'occupation de la maison de Favre de Thierrens. Il prétexte le dépôt d'archives d'un ministère parisien dont il a la garde.

Imprudence, bavardage ?

Quoiqu'il en soit Garnier et Saint-Jean enfouissent toutes les caisses dans les jardins de la propriété.

Au début de 1943, Saint-Jean est rappelé par son Arme dans une brigade de Gendarmerie.

Le 15 juin 1943 en rentrant d'une tournée, il rencontre à Beaucaire l'Adjudant-chef D..., l'un de ses camarades du S.R. au 2 bis. Il le sait associé aux recherches clandestines de nos réseaux. Le contact est chaleureux. D... demande des nouvelles des uns et des autres et en particulier de Garnier. Sans méfiance, Saint-Jean donne l'adresse de Lèdenon.

Le 16 juin 1943, il est arrêté en gare de Nîmes.

Atterré, il reconnaît son ami au milieu des policiers allemands.

Arrêté depuis trois mois, D... avait accepté - à quel prix ? de travailler pour l'ennemi.

Le 20 juin 1943 à 6 heures, un commando du S.D. dirigé par le Chef de la Gestapo de Vichy, Geisler, envahit la propriété de Favre de Thierrens, passe les menottes à Garnier, fouille de fond en comble l'immeuble, les caves, retourne les sols.

A 17 heures l'opération est terminée.

Les caisses d'archives sont embarquées dans quatre camions et le convoi encadré par les policiers nazis retourne à Vichy où Garnier est enfermé dans une cave du local de la Gestapo.

Un mois plus tard, sous bonne escorte, l'ensemble est transféré dans une résidence confortable, voisine du camp d'instruction S.S. de Herdischko dans les Sudètes à quelques trente kilomètres au nord de Prague.

Garnier y est bien traité. Dans le courant du mois d'août 1943, il sera invité par du personnel de l'Abwehr parlant correctement le français à assister à l'ouverture et à l'inventaire des caisses. Ce travail durera cinq à six semaines sans que les Allemands paraissent trouver dans ces archives matière à exploitation.

A plusieurs reprises des officiers de la Wehrmacht interrogeront notre chef archiviste sur la signification de fiches et la constitution de certains dossiers. Ils s'étonneront de l'absence de documents postérieurs à 1939 et du piteux état de l'ensemble.

Finalement, les caisses refermées sommairement restèrent enfermées dans plusieurs pièces ; Garnier, demeurant sur place sous la garde de S.S.

A quelques kilomètres de là, le Gendarme Saint-Jean, déporté sans ménagement, connaissait dans le camp d'extermination de Kradischko l'existence humiliante de détenus rongés par la vermine et voués pour la plupart à la mort d'épuisement ou sous les coups de Kapos de droit commun et de jeunes S.S. sadiques.

La délivrance allait intervenir avec la déroute de la Wehrmacht et la dispersion subite des S.S., Saint-Jean réconforté par les Tchèques rentra en France en juin 1945.

Garnier libéré par l'Armée Soviétique, voyait avec tristesse celle-ci mettre la main sur nos archives.

Dès juillet 1945 commençaient les démarches auprès des autorités moscovites pour récupérer notre bien.

De Prague, où il était Ambassadeur de France, Maurice Dejean, notre ancien collaborateur, avait tout tenté pour éviter le transfert à Moscou. Plus tard, dans la capitale soviétique où il exerçait à partir de 1955 ces hautes fonctions diplomatiques, Dejean renouvelait en vain démarches sur démarches.

Un silence épais succéda aux réponses courtoises feignant toujours l'ignorance.

Quarante-cinq ans après, ce silence est rompu.

Le 21 novembre 1991, j'ai souligné au Ministre de la Défense l'importance qui s'attache pour la France à la récupération de ces archives historiques.

Le 2 décembre 1991, sa réponse permet de penser que des démarches sont entreprises pour leur rapatriement.

Affaire à suivre !

N.B. - Sans que cette énumération soit exhaustive, les archives d'avant-guerre du 2ème Bureau (S.R.-S.C.R.) à récupérer à Moscou devaient être constituées par :

- un fichier d'environ 15 à 20 000 noms de personnes ayant intéressé à des titres divers la Défense Nationale ou la Sécurité de la France..

- des dossiers individuels relatifs à certaines de ces personnes - notamment celles ayant fait l'objet d'une attention particulière en raison de leurs activités d'espionnage, de sabotage ou de propagande avant 1940.

- des dossiers généraux traitant des questions de sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ainsi que des questions diverses, telles que études de Services Spéciaux étrangers.

- des documents divers (publications françaises et étrangères) relatifs aux activités du 2ème Bureau (S.R.-S.C.R.) et des Services Spéciaux.

(1) J'ai exposé leur sort dans " Services Spéciaux (1935-1945) ", Éditions R Laffont.

(2) Adjoint de Schlessner, je suis moi-même à Paris.

(3) Dont l'Adjudant-chef Taillandier, futur chef de l'héroïque Groupe Morhange. Le château de Brax a été réquisitionné par nos services dès le 16 juin 1940.

“Notre espion chez Hitler” : Commentaires apres la parution du livre

Category: Affaire Hans Thilo Schmidt, Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Guy Schlessler, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

QUELQUES COMMENTAIRES ET EXTRAITS DE PRESSE .

COMMENTAIRES

De Charles Hernu, Ministre de la Défense (le 11 sept. 1985)

... « C'est un livre bien émouvant (d'autant plus que l'actualité s'y prête). Je dois dire que je l'ai lu en une seule nuit tellement il est passionnant »...

De Henri Amouroux de l'Institut (12 sept. 1985)

... « Votre livre est passionnant. Il m'a mené jusqu'à 3 heures du matin, ce qui est d'un bon compagnon. On reste stupéfait devant l'inertie des autorités françaises militaires et gouvernementales »...

De quelques « anciens du 2 bis »

... « Je m'associe pleinement aux observations que vous faites sur l'inutilisation par le haut-Commandement des informations et des avertissements que lui fournissait le S.R. J'ai fait la même observation tout au long de ma carrière y compris au S.D.E.C.E. et dans les deux États-majors alliés auxquels j'ai appartenu. La chose la plus difficile dans l'art du renseignement est de convaincre l'échelon supérieur de la certitude de ce qu'on lui transmet... » (Colonel B. GALLIZIA).

... « Page après page j'ai eu le plaisir et l'émotion de voir revivre le Chef et les camarades - hélas aujourd'hui tous disparus - de notre 2 bis : Rivet, Perruche, Schlessler, Navarre, Bertrand et plus particulièrement ce dernier devenu pour moi un grand ami (...)

Il reste que vos pages constituent un excellent témoignage de l'efficacité de nos Services Spéciaux actuellement si décriés. Il est malheureusement vrai que depuis la Libération l'accroissement constant de la quantité a eu sans doute comme corollaire l'affaiblissement de la qualité, et aussi, sans doute surtout, les patrons n'ont plus été des professionnels formés dans et par le métier (...) quand on confie la direction d'un orchestre à un bonhomme qui ne connaît pas la musique, il faut s'attendre à des fausses notes »... (Colonel P.H. ARNAUD).

... « Émouvant de revoir tous ces noms si cordialement familiers et porteurs de souvenirs (...) Poignant de revivre ces temps qui, vous le montrez bien, nous laissent un goût amer. D'autant

que ce ne sont pas les temps actuels et leurs désolantes affaires qui apportent consolation (...)

Merci, et même si vous le permettez, merci pour le 2 bis ! (Colonel R. TRUTAT)

Du Général Pierre RENAULT (Professeur à l'École de Guerre)

... « Je vous avais promis de vous adresser des remarques sur quelques pages (1) de votre remarquable ouvrage. Dans ces pages se révèle une confusion entre le 39^{em} Corps blindé de SCHMIDT et le 15^{em} Corps de Hoth. (...) Cela n'affecte en rien l'ensemble passionnant de votre livre »...

Échos de l'étranger :

... « J'ai lu cette histoire avec grand intérêt et admiration. La contribution française à la reconstruction et au décryptement de l'E.N.I.G.M.A. nous a été indispensable »... (Colonel T. LISICKI, ancien collaborateur du Colonel LANGER au bureau du Chiffre polonais).

... « J'ai lu votre livre avec beaucoup d'intérêt et d'admiration pour vos recherches. Je compte faire usage de vos résultats et attirer l'attention sur leur importance dans mon prochain ouvrage à paraître en 1986 sur L'Histoire du Renseignement en Grande-Bretagne (Professeur Sir Harry HINSLEY, Maître de conférences à Cambridge.)

... « Je vous félicite d'avoir écrit une oeuvre de première importance pour l'histoire de l'espionnage, de la cryptographie et de la 2^{em} guerre mondiale. Vous avez apporté beaucoup de faits inconnus ainsi que des documents inédits et votre travail aidera énormément les historiens »... (David KAHN, NEW YORK, U.S.A., spécialiste de renommée mondiale en cryptologie et histoire.)

... « Je viens de recevoir votre livre et m'empresse de vous en féliciter. Cela est, vous permettez de le dire, un récit à la fois lucide, important et bizarre (sic). Je trouve stupéfiant que l'Abwehr ait découvert la trahison de SCHMIDT dès mars 1943 et que néanmoins nous avons continué à lire les codes E.N.I.G.M.A. jusqu'à la fin de la guerre. Il reste toujours des mystères... » (Peter CALVOCORESSI, spécialiste de la machine E.N.I.G.M.A. à BLETCHLEY-PARK.)

... « Je suis persuadé que vous réussirez pleinement à intéresser le public à ce grand sujet dont vous faites fort bien ressortir l'importance... » Professeur J. STENGERS, spécialiste d'Histoire contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles.)

EXTRAITS DE PRESSE

... « Il a fallu 40 ans pour qu'un as des services secrets français nous fasse cette stupéfiante révélation : dès 1931 nous avions notre espion chez Hitler ! Dans quarante ans on nous dévoilera peut-être l'étendue des dégâts récemment causés en R.F.A. et aux États-unis par des espions à la solde des Soviétiques.

Aujourd'hui le Colonel PAILLOLE révèle qu'en 1939 la France possédait un espion au sein

même de l'État-major allemand. Mais on ne l'a pas écouté »... Le Figaro Magazine, 14 septembre 1985.)

Histoire du poste SR Marseille et de Nice

(2)

Category: Affaire Dreyfus, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Nous poursuivons la publication du récit historique de notre prestigieux camarade, le Colonel GIALLIZIA, dont le début a paru dans le B.L. 132. Au printemps de 1941, le Commandant MANARANCHE, chef du Poste S.R « P.5 » (Marseille) a envoyé le Capitaine GALLIZIA à Nice pour y reconstituer une antenne. Dès son arrivée sur les lieux le Capitaine s'emploie à développer un réseau.

L'ENTRÉE EN JEU DE LISA

Des industriels français obtinrent l'autorisation de voyager en Italie. Ils nous rapportèrent des renseignements économiques, des impressions personnelles et des confidences qui ne manquaient pas d'intérêt. C'est ici que Lisa entre en scène. Dépitée de ne plus être utilisée, elle avait décidé de se faire agent indépendant, s'était débarrassée de son restaurant et engagée comme domestique chez un officier supérieur italien de la garnison de MENTON, après toutefois m'en avoir demandé la permission par l'intermédiaire de CAMBOURS. Je lui fis répondre qu'elle était libre de tout lien avec nous, mais que je la couvrirais en cas de difficulté avec les autorités françaises. CAMBOURS la rencontrait de temps en temps, l'écoutait, ne disait rien. Réduite ainsi à ses propres ressources, elle se révéla incapable de fournir le moindre renseignement qui eût une valeur quelconque. Un jour même, elle nous en passa un d'une telle absurdité que je voulus la voir pour m'assurer de sa bonne foi. Maintenant, nous savions que le fichier du S.R. n'était pas tombé dans les mains des Allemands. Je résolus de la mettre à l'épreuve. Ni intelligente, ni jolie, ni instruite, elle avait l'air d'une fine mouche. Je lui proposai une place de femme de chambre à l'hôtel Miramar, boulevard Carnot, où logeaient les officiers italiens de la Commission d'Armistice et dont je pouvais toucher le directeur. Elle accepta sans hésiter. Mais je n'en tirai guère que la chronique des aventures galantes de ces messieurs. Je fis convoquer, afin de tenter de la recruter, une de leurs petites amies par un commissaire de la Surveillance du Territoire qui la jugea inepte. Lisa ramassa dans les corbeilles des bouts de papier insignifiants, suivit la délégation à l'hôtel Hermitage sans plus de succès et, lasse de ma déconvenue, s'éclipsa discrètement. Été 1941. Les Lieutenants CIMA et MALET, affectés à P. 5 à MARSEILLE, sont, le premier, adjoint au Capitaine MARTIN, le second, préposé au M.G. 26 janvier 1942. J'ai le plaisir de revoir à Nice le Capitaine PAILLOLE, mon camarade des équipes d'escrime de Saint-Cyr. Chef de notre service de C.E., installé à MARSEILLE, il a obtenu la libération d'une dizaine de Français condamnés en Italie pour espionnage et confie à ma sollicitude ceux qui habitent le département : POLACCI,

FOULD, SALMON. Deux mois après, ce sera le tour de GAGGERO, GASIGLIA et VALORI. Il y avait bien six mois que j'étais sans nouvelles de Lisa quand elle émergea pour m'annoncer négligemment qu'elle travaillait comme femme de ménage dans les bureaux de la Délégation italienne pour l'Assistance et le Rapatriement, à l'hôtel Continental, place Mozart. Je n'ignorais pas que là siégeait le fameux « *dottore BARRANCO* ». Nous le connaissions bien, commissaire de police, il assumait avant la guerre la responsabilité de la sécurité au consulat général de NICE, couverture qui dissimulait son appartenance à l'O.V.R.A (1). et au CS (2) Cela changeait tout. Les corbeilles de BARRANCO devaient contenir autre chose que des lettres féminines. Dès lors, j'en aurai la preuve constante, dix-huit mois durant. Chaque soir, Lisa emportait, dans une poche cachée sous sa robe, une incroyable quantité de morceaux de papier. J'allais les chercher le dimanche chez elle, quelque fois en semaine dans un café de la place Mozart, et nous passions avec CAMBOURS des jours et des nuits à les recoller. Le puzzle est un bon exercice de S.R. Depuis ma jeunesse, l'affaire Dreyfus me passionnait. Je croyais la revivre. Moi aussi, j'avais une Mme BASTIAN. La plupart des informations qui sortaient de la poche de Lisa intéressaient le contre-espionnage. Elles étaient transmises au T.R. 115, le poste C.E. de MARSEILLE. Si elles révélaient une menace sur des personnes que je connaissais, je les prévenais aussitôt. Ce fut le cas en mai pour le Général CARTIER, ancien Commandant de la 27e Division d'Infanterie Alpine, que MANARANCHE et moi, nous avions eu pour chef et admirions également. MANA m'envoya à ANNECY dont le général était maire, et celui-ci se détermina à se réfugier en Suisse (3). Je ne sus pas, au contraire, comment toucher mon camarade de promotion Henri FRENAY, fondateur du mouvement COMBAT, dont un agent de BARRANCO signalait le passage sur la Côte, et PAILLOLE s'en chargera. Juillet 1942. Arrivée à P.5 du Lieutenant BONNARD. Polytechnicien, artilleur, il sera l'officier M.G. du poste, en remplacement du Lieutenant MALET. Revenons à Nino. Les contrebandiers, en général, concentrés sur leur affaire, ne sont pas propres au renseignement. Nino cependant s'était piqué au jeu. Il avait progressivement réussi à constituer dans la province d'IMPERIA un véritable réseau d'informateurs plus ou moins conscients. Vers la fin de l'été, l'ensemble de leurs indications décelait un important rassemblement de troupes à notre frontière. Nino, orienté sur la raison de ces mouvements, répondit que la région était une zone de repos pour les unités combattantes. Cela me sembla plausible, mais on pouvait avoir une autre idée d'autant plus qu'à la même époque, VICHY demandait à P.5 d'organiser son territoire dans la perspective de l'occupation totale.

DE L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD A LA CAPITULATION DE L'ITALIE

11 novembre 1942. Je me trouvais place Saluzzo, au pied de la Moyenne Corniche, quand, après 13 heures, s'y présentèrent les premiers éléments des troupes italiennes qui entraient dans NICE. La colonne prit la direction du bord de mer. Je la devançai pour aller m'asseoir à la terrasse du café de l'hôtel Savoy, sur la Promenade des Anglais, et assister à la revue parmi sa clientèle élégante. Les unités passaient au sans cadence, dans un certain désordre, les hommes harassés, couverts de poussière, les muletiers accrochés à la queue de l'animal qui les précédait, sous l'oeil curieux et narquois des consommateurs vautrés dans leurs fauteuils, et l'on eût dit plutôt d'un défilé de prisonniers que de celui d'une armée conquérante. Les soldats italiens portaient encore leurs écussons, flammes ou mostrines, et dès l'abord j'identifiai les régiments. Je constatai avec satisfaction qu'ils figuraient tous sur la liste des corps de troupe qui, d'après Nino, se délassaient sur la Rivière du Ponant. Le lendemain, je me rendis à la poste Thiers où fonctionnait le contrôle téléphonique. Les subordonnés de Pierre DESCAVES

ne m'avaient pas attendu pour se mettre à l'écoute des occupants, qui utilisaient à fond et sans fard les lignes des P.T.T. Dans l'espace de quelques jours, nous parvînmes à dresser de leur ordre de bataille, de leur déploiement et de leurs effectifs un état digne de la réputation de la S.E.R. Puis cette source tarit parce que le commandement militaire italien posa ses propres lignes et plaça des surveillants au contrôle. L'occupation de NICE provoqua de l'émotion dans tous les milieux. Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que je reçus la visite de deux des amis les plus pondérés de DARNAND, désireux de connaître mon avis sur la situation. Le tableau que j'en fis devait achever de les détacher de l'inspecteur général des S.O.L. Dix minutes après arriva un autre militant du même clan, un petit commerçant nommé B... « Maintenant, j'ai compris, me dit-il en substance. Je me mets à votre disposition. Demandez-moi ce que vous voudrez. » Mais B... était un homme de violence, il ne convenait pas à mon système. Je le remerciai et l'oubliai. Il retourna à son démon. Milicien, il appartiendra à l'équipe qui assassina MANDEL le 7 juillet 1944 et il sera fusillé à MONTROUGE à la fin de l'année pour intelligences avec l'ennemi.

°° Le Commandant MANARANCHE réunit tous ses officiers à MARSEILLE, dans les combles de la Bourse. Il les informa du départ pour ALGER du Colonel RIVET, rappela que depuis le 11 novembre leur activité relevait des tribunaux militaires de l'occupant (4), précisa que la dissolution de l'armée les rendait libres de leur sort, mais qu'il serait possible, s'ils le souhaitaient, de les diriger sur l'Afrique du Nord. Enfin, il demanda à chacun de prendre parti sur-le-champ. Nous étions sept. La réponse fut unanime. Le poste, au complet, resterait en place sous les ordres du chef du Service.

(4) MARSEILLE était occupé par les Allemands. Le bureau de la rue de Rome avait déjà disparu. La clandestinité devenait totale. Le patron modifia le dispositif. Il ne gardait à MARSEILLE que BONNARD. GOBIS irait à TOULON, MARTIN à NIMES, CIMA en Corse. Ces trois officiers avaient dans leurs nouvelles affectations des moyens personnels de renseignement, et, de plus, une telle dispersion, qui accroissait la sécurité, assurerait un meilleur contrôle de la façade méditerranéenne dont l'importance se manifestait désormais sans conteste.

Malheureusement, P.5 se trouvait isolé. C'était, paraît-il, le Lieutenant-Colonel PETETIN, adjoint depuis août au Colonel RIVET, qui remplaçait en France ce dernier, avec le Lieutenant-Colonel DELOR à la tête du S.R. Mais MANARANCHE ne savait pas comment les toucher, ni même où adresser le courrier.

De retour à NICE, j'appris par LE BAS que PETETIN séjournait à SAINT GERVAIS-LES-BAINS. Je le signalai à MANARANCHE, et celui-ci me dépêcha auprès de notre chef présumé afin de lui réclamer des instructions. Je dénichai dans une villa charmante un vacancier détendu. Il m'accueillit fort aimablement, mais en guise d'instructions, il déclara que DELOR et lui considéraient le vieil S.R. comme incurablement brûlé et qu'ils avaient décidé d'en reformer un tout neuf avec des officiers de réserve.

De quelle façon se rétablirent le commandement et les liaisons est une histoire que je connais mal. Quoi qu'il en soit, le poste ne s'arrêta pas un seul instant.

Le Commandant CURET, engagé pour des raisons personnelles dans le réseau GILBERT, ne s'opposait pas à mes accointances avec BURG. Grâce aux documents que recevait des Italiens

à la Commission d'Armistice la délégation française, mon camarade me fournissait maintenant nombre de renseignements sur les troupes d'occupation. Son caractère droit et son jugement sain lui valaient la sympathie des fonctionnaires français avec qui il traitait et on lui glissait volontiers des notes qui nous intéressaient, numéros, effectifs, emplacements, mouvements d'unités, travaux de fortification, etc.

L'heure avait sonné de se faire agent. C'est alors que débuta cette longue série de reconnaissances qu'en voiture d'abord, puis à bicyclette lorsqu'on nous retira nos permis de circulation, j'ai jusqu'aux derniers jours effectué personnellement sur toutes les routes des Alpes-Maritimes, exploration systématique et continue qui m'apportait une indispensable lumière. Un dimanche que je patrouillais avec LE BAS sur la route Napoléon, nous ramassâmes dans un fossé deux soldats italiens blessés par suite du dérapage de leur side-car et nous en ramenâmes un à son cantonnement, à SAINT-VALLIER. J'inspectai l'unité à loisir et ne manquai pas de lire sa pancarte. C'était une compagnie de transport divisionnaire dont je ne soupçonnais pas l'existence.

A SAINT-RAPHAËL, MOREAU, chargé du ravitaillement, que ses fonctions mettaient en relations avec les occupants, commençait, seul, en observant et en conversant, à broser le volet gauche d'un diptyque dont à NICE on exécutait le volet droit.

Les services italiens installés à l'hôtel Continental s'étaient développés. Ils occupaient tout le premier étage de l'hôtel, trente-deux chambres ou suites aménagées en bureaux, et se composaient de deux éléments fort différents, séparés par l'escalier central. L'un était la Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement qui, en sus de son rôle consulaire, servait de couverture à l'autre, les services secrets. Ceux-ci comprenaient un très puissant centre de C.S. (contre-espionnage) et la direction de l'O.V.R.A. en France, assumée par le docteur BARRANCO.

Lisa vaquait au nettoyage de l'ensemble des locaux mais, suivant mes consignes, ne s'attaquait qu'aux papiers des services secrets. Excitée par l'importance de l'enjeu, elle ne se contentait plus de puiser dans les corbeilles, elle dérobaient des pièces sur les tables et dans les armoires. Elle s'enhardit même, le jour où le Major PESCARA, chef du C.S., se tua dans un accident d'auto, à enlever de son bureau plusieurs dossiers épais dans leurs chemises souples. Nous découvriions des agents italiens, des menaces sur nos agents et sur des résistants inconnus. Il y avait dans ces services un tel désordre que personne ne s'apercevrait de rien(5). Après l'arrestation à VICHY, le 9 janvier 1943, de GISCARD, dénoncé par un agent licencié, le chef de P. 5 estima que j'étais vulnérable à NICE et décida de m'en éloigner provisoirement. Je proposai de m'abriter à GRENOBLE, ma ville natale, où j'avais beaucoup d'amis et où je pourrais sans difficulté, fût-ce par simple observation, me renseigner sur l'occupation italienne. Il était convenu que je gardais le commandement de mon annexe et que je passerais une semaine à NICE chaque mois.

Je partis donc en auto pour le Dauphiné, vers le 20 février, avec ma femme et mes enfants, et m'installai dans notre vieille propriété de famille, à BRESSON, à 6 kilomètres au sud de GRENOBLE. Un soir, en ville, je rencontrai HUMM. Il avait échappé de justesse aux Allemands le 11 novembre à MACON où il commandait une annexe de P.4, l'ex-S.C.M. C'est à la mi-mai, je crois, que je le vis arriver à BRESSON, portant une valise : il venait d'apprendre l'arrestation de ses camarades de P.4 à LYON (5bis) et me demandait asile. Il resta une quinzaine de jours

chez nous, puis il loua une chambre à une brave femme du village et y vécut en paix. Le patron avait du flair. A NICE, la Sécurité Militaire italienne me recherchait. Le Général REMUSAT, alors Commandant, me l'a raconté. Rentré de captivité en octobre 1942, il s'était affilié au réseau ALLIANCE. Ami de LE BAS, il me pria de lui prêter son concours, ce que je déclinai, naturellement. Rien n'était plus dangereux que ces interférences. Arrêté en mars, conduit à la villa « Lynwood » à Cimiez, il lisait à l'envers mon nom en haut d'une feuille posée sur la table de l'officier qui l'interrogeait. Au bout de plusieurs séances, celui-ci lança : « Vous connaissez GALLIZIA, n'est-ce-pas ?

REMUSAT le nia : « Mais si, vous le connaissez. Nous ne lui voulons pas de mal, nous désirons seulement causer avec lui. Donnez-moi son adresse. » Il insista en vain. Mon adresse ! Que ne consultait-il l'annuaire du téléphone? Pas celui des P.T.T., celui de l'agence Havas qui m'y avait inscrit sans mon assentiment. On ne m'aurait plus trouvé là en mars, il est vrai, mais on n'y alla pas. Petite leçon de C.E. Le risque pour moi était-il si grand? Aujourd'hui que je suis au courant des tentatives de tractation de diverses autorités italiennes avec les Alliés en ce printemps 1943, je me demande si les gens de la villa « Lynwood » ne voulaient pas vraiment « causer » avec moi. A chacune de mes tournées sur la Côte, je voyais Nino, Lisa, BURG, MOREAU, mes H.C., mes amis. CAMBOURS assurait la permanence. L'aviateur s'était envolé pour ALGER, le marin avait plongé. Ce dernier, à mon insu, utilisait les services d'un de nos H.C., officier de réserve mobilisé en 1939 au Bureau des Liaisons, M. CARENCO, fondé de pouvoir d'une grande banque de NICE.

Un jour, en avril, je tapai à la porte de son bureau, j'ouvris, entrevis un client. CARENCO me retint. Je tombais bien, s'exclama-t-il. Son visiteur était Marco, le meilleur agent de P...(6). . Marco ne savait pas comment atteindre son employeur. Il me fit des offres alléchantes, il ravitaillait les foyers des garnisons italiennes en France. Je répondis prudemment, lui fixai un rendez-vous à la banque le mois suivant. Cette affaire me paraissait louche. Je ne comprenais surtout pas que Palis ait abandonné un tel agent (7). Je conseillai à CARENCO de se méfier et j'avancai d'une semaine mon voyage de mai. CARENCO fut arrêté peu après la date du rendez-vous, auquel, bien entendu, je n'étais pas allé. Beaucoup plus tard, j'appris que Marco était un agent du C.S.(8) Le Colonel des CC.NN. BANDINI (9) venait souvent à NICE. Il semble qu'il dirigeait à Rome un service chargé de préparer l'annexion de l'ancien comté. Il avait un bureau à l'hôtel Continental., avec une corbeille. Aussi fûmes-nous assez bien instruits des menées des « groupes d'action niçoise » (10) dont il était l'animateur. Il prenait contact avec de nombreuses personnalités locales et relatait ces conversations sur de longues fiches de carton bleu serrées dans une boîte. Lisa en préleva dix-sept. « Il s'en apercevra sûrement. Elle aurait dû tout emporter », me dit MANARANCHE. Il y eut en effet un beau remue-ménage au Continental : enquête, fouilles, sanctions. Mais Lisa en sortit blanche comme neige. Après tout, Mme BASTIAN était restée huit ans à l'ambassade d'Allemagne sans éveiller aucun soupçon.

DE LA CAPITULATION DE L'ITALIE A LA LIBÉRATION

9 septembre 1943. Les Allemands désarment les Italiens et leur succèdent. Le Commandant MANARANCHE me renvoya à NICE. Je laissai les miens à GRENOBLE et je m'installai dans une villa de la rue François-Aune, " la petite turquoise ", où un capitaine de réserve favorablement connu du Service tenait une pension de famille (11). Un de nos H.C., l'architecte belge Robert STREITZ, mit à ma disposition son atelier, perdu sous les combles du

palais Marie-Christine (12), dont je fis un bureau que CAMBOURS seul connaissait. Mon camarade de promotion Paul DEMIDOFF, qui à sa sortie de l'École avait quitté l'armée et gérait à NICE un cabinet d'assurances, me munit d'une serviette de démarcheur. Enfin, j'embauchai un gendarme à la retraite pour porter le courrier à MARSEILLE. Ainsi équipé, fraternellement entouré, je me sentais solide. On affecta à l'annexe un radio avec un poste émetteur fonctionnant sous 50 périodes alors que la Côte était alimentée en 25 périodes. Un industriel de MONACO, Jacques TAFFE, ami de LE BAS, se procura, non sans mal et sans risques — car la Gestapo y fourra le nez — un transformateur approprié, mais le poste ne marcha pas mieux et, l'opérateur ne voulant pas le reprendre, je congédiai ce jeune homme et je rangeai soigneusement l'appareil sur une poutre du faitage de Marie-Christine où je le récupérerai à la Libération. Fin août, les Italiens avaient procédé à des arrestations dans la délégation française auprès de la Commission d'Armistice. Le Lieutenant-Colonel CURET, l'un des plus visés, réussit par bonheur à s'y soustraire. BURG, lui-même menacé, jugea expédient de se retirer de la délégation et me déclara son désir de servir à plein temps dans notre réseau. Il ne serait certes pas de trop. MANARANCHE et moi, nous lui donnâmes de grand coeur notre accord, et je le pris pour premier adjoint, CAMBOURS devenant le second. J'ignorais tout de la Wehrmacht. Notre adaptation à ce nouvel objectif était d'autant plus difficile que, depuis le printemps, ses totems divisionnaires et ses panneaux de fléchage avaient disparu. Cependant, les véhicules hippomobiles des régiments qui occupaient la région portaient un signe caractéristique et le numéro de la compagnie ou batterie, ce qui permettait de reconstruire petit à petit le déploiement de la division. D'autre part, les travaux de fortification entrepris par les Allemands offraient à l'observation directe un champ illimité. C'est à ce moment que jaillit la plus enviable des sources. Ingénieur électricien sorti de l'Institut Electrotechnique de GRENOBLE, ce qui créait un lien entre nous, directeur du Téléphone à MONACO, Pierre BLANCHY, qui bénéficiait de la double nationalité française et monégasque, avait été mobilisé chez GISCARD pendant la campagne 1939-1940. Devant nos peines, il pensa à exploiter la possibilité d'intercepter les communications des états-majors allemands sur le câble international France-Italie qui comporte une coupure au central de MONACO. Justement sa secrétaire, Mlle G... comprenait très bien l'allemand. L'intérêt de ces conversations, qui se situaient le plus souvent à un niveau élevé, était considérable, et notre connaissance des forces qui occupaient la Côte arriva à dépasser celle que nous avions eue des Italiens en 1943. BLANCHY, qui habitait NICE, me remettait lui-même les informations captées et ne craignait pas de s'attarder dans le jardinet de « la petite turquoise » où il paraissait se plaisir. P.5 n'a subi, du commencement à la fin de la guerre, aucune perte. Nous fûmes enclins à nous en attribuer le mérite. D'autres peut-être nous en auront fait grief. A la vérité, nous eûmes beaucoup de chance. BONNARD ne me démentira pas. En mars 1943, le Capitaine BOIRON, représentant du S.R. AIR à MARSEILLE, lui avait remis divers renseignements concernant, en particulier, l'ordre de bataille de la Wehrmacht dans les Bouches-du-Rhône et le Var et les coordonnées des pièces d'artillerie de marine allemandes dans les îles du Frioul.

BONNARD, portant dans sa serviette ces documents et des victuailles, fut interpellé sur le quai de la gare Saint-Charles par des policiers allemands qui vérifièrent ses papiers, l'interrogèrent, ouvrirent sa serviette..., et laissèrent là leur contrôle sur l'intervention de l'inspecteur français qui les accompagnait : c'était une méprise, déclara ce dernier qui ne s'était pas mépris, lui, du moins sur la nature de l'embarras de BONNARD. Bis repetita...

En novembre de la même année, pendant qu'il participait à une espèce de battue organisée par le chef de P. 5 dans le massif de l'Estérel, la Gestapo perquisitionna chez lui, à OPPEDE, où il

habitait depuis deux mois. Elle cherchait un poste émetteur qu'on lui avait confié comme poste de secours (l'opérateur, arrêté, avait parlé). Mais elle ne sut pas le retrouver et repartit bredouille. Ce fut la Milice qui le découvrit le surlendemain. Dans l'intervalle, Mme BONNARD avait rejoint à CANNES son mari qui, naturellement, ne remit plus les pieds à OPPEDE. MARTIN n'eut pas moins bonne fortune au cours de ce mois. Chargé d'une mission du côté de DRAGUIGNAN, Il en profita pour reconnaître, à la demande de l'aviateur, le terrain de FAYENCE. Deux hasards successifs l'incitèrent, au retour, à brûler l'étape de MARSEILLE qu'il avait prévue afin d'aller chez BOIRON rendre compte de ses observations, et il continua sur NIMES. C'est là qu'il apprit que, durant son voyage, la Gestapo avait arrêté notre très vaillant collègue et ami du S.R. AIR et établi une souricière à son domicile (13). Quant à moi, j'ai conté mes alertes. Fin 1943, le Capitaine B., prédécesseur de GISCARD à la tête du Bureau des Liaisons, que ses opinions d'extrême droite avaient conduit à la Milice, m'avisa que celle-ci s'intéressait à mes occupations. Je ne pensais pas qu'elle put y déceler de quoi m'incriminer. Je pris néanmoins quelques précautions mais, grâce à B... probablement, les hommes de DARNAND ne m'inquiétèrent pas. * * Il existait tout de même à l'hôtel Continental quelqu'un qui avait fini par percer le manège de Lisa, sans doute à force de la regarder. L'amour n'est pas toujours aveugle. C'était un sous-officier des carabiniers affecté au C.S. et détaché à l'O.V.R.A., Remo, et il garda le silence. Après la capitulation italienne, il entra au service de l'Abwehr, avec l'accord de ses chefs. Un beau jour de février 1944, sortant de l'hôtel avec Lisa, il l'emmena chez lui, la fouilla et découvrit la poche bourrée de papiers. Il lui demanda pour qui elle travaillait. Intuitive et audacieuse, elle répondit froidement que c'était « pour un officier du deuxième bureau ». Remo — j'abrège — exprima son désir d'en faire autant. Elle avait confiance en lui, j'eus confiance en elle et j'acceptai de rencontrer le carabinier, en dépit des protestations de CAMBOURS. Quel était le mobile de Remo ? Lisa y voyait clair. Joueur invétéré, il avait de gros besoins d'argent. Et, la défaite approchant, il jugeait le moment venu de changer de camp. Il n'était pas alors le seul de son espèce. MANARANCHE supposait que, fût-il sincère, Remo m'épierait, chercherait à pénétrer mon organisation afin de se couvrir en cas d'accident. C'est du moins ce qu'il m'expliqua pour justifier sa décision de contacter et de manipuler lui-même ma nouvelle recrue. Lisa invita mon patron à dîner avec Remo dans le coquet petit appartement où logeait celui-ci, rue de Russie.

MANARANCHE arriva la veille, descendit à l'hôtel de Berne qui appartenait à un de nos H.C. Je lui présentai Lisa, et nous ne parlâmes plus de l'affaire. Il paraissait tout à fait décontracté. A l'instant de partir, il me dit simplement : « Est-ce que vous êtes sûr que je peux y aller ? Que feriez-vous maintenant, vous ? » Je répondis qu'il y avait un certain risque, mais que je le croyais mineur et que je le courrais. Je l'attendis à son hôtel. Le couvre-feu était à 23 heures. Il ne rentrait pas. L'inquiétude me saisit. A 23 h 30 enfin, il s'encadra dans la porte. L'entretien s'était prolongé, et Remo lui avait donné un sauf-conduit (14). Le lendemain, il me raconta la soirée, m'instruisit de l'accord conclu. Nous réglâmes les détails de la liaison avec Remo : elle exigeait mon intervention, on verra pourquoi. MANARANCHE revint à NICE le mois suivant pour vérifier le bon fonctionnement de ce que nous avions conçu et, persuadé de la bonne foi de notre agent, il me le rendit. L'Abwehr confiait à Remo des enquêtes préparatoires à l'arrestation de résistants gravement compromis. Il m'en informait immédiatement par une note que Lisa déposait dans un hôtel (15) où je passais tous les trois ou quatre jours. Comme il devait fournir son rapport dans le délai d'une semaine, je disposais au minimum de trois jours pour prévenir les intéressés. Souvent nous les connaissions, CAMBOURS, moi ou l'un de mes fidèles amis. Sinon, Je téléphonais ou j'envoyais une lettre anonyme. Je dînais chez Remo une fois par mois. Lisa faisait la cuisine. La chair était excellente, l'atmosphère, intime. Après le

repas, en prenant les liqueurs, Remo m'éclairait sur l'activité des services secrets allemands et me racontait les intrigues qui les divisaient. Il ne lâchait pas toutes ses proies, assurément. C'eut été trop dangereux pour lui. Et nous, nous ne réussissions pas toujours. Ainsi ne pûmes-nous pas alerter à temps M. BORGHINI, secrétaire du Conseil National de MONACO, et M. HARANG, commissaire de police à BEAUSOLEIL, tous deux du même réseau, dont l'arrestation avait été décidée avant que Remo eût terminé son enquête. Lisa me rapporta que celui-ci avait eu très peur parce qu'il s'imaginait que BORGHINI se rattachait à nous, ce qui, entre parenthèses, prouvait qu'il ne me surveillait pas. (16) En revanche, nous pûmes, la semaine suivante, sauver l'abbé GIRAUD, aumônier du Lycée de jeunes filles de NICE, au domicile de qui, depuis novembre 1943, se réunissait un groupe de membres du Comité départemental de la Libération. C'est LE BAS qui alla le prévenir à la chapelle du boulevard Carabacel où il disait sa messe quotidienne. L'abbé fit un saut chez lui et partit avec LE BAS qui lui offrait l'hospitalité. Vingt minutes après, la Gestapo frappait à sa porte. Elle gagnait de vitesse l'Abwehr, elle n'en arrivait pas moins trop tard. Dès ma première rencontre avec Remo, Lisa avait quitté le Continental. Italienne subtile, elle ne se sentait pas en sécurité chez les Tudesques. Chose extraordinaire, elle me demanda mon avis. Je l'approuvai entièrement. Formé à l'école de la montagne, je percevais, moi aussi, qu'il fallait faire demi-tour (17). Un rapport de GUIRAUD expose comment en 1943, " bien des portes se fermèrent à partir de l'hiver " (18)

Que ce soit par crainte ou sous l'empire de la propagande officielle, une partie de nos H.C. dévoués de 1940 nous évitaient ou se dérobaient. Le gros de la délégation française auprès de la Commission d'Armistice était maintenant aux ARCS. BURG y alla, revit ses anciens camarades. Non seulement ils ne lui donnèrent aucun renseignement, ils le traitèrent encore en indésirable. Il fut plus heureux à NICE même où le chef d'escadrons C. de G. lui montra une note destinée à la division allemande qui occupait le secteur (à lui, envoyée par erreur), ce qui permit d'identifier cette grande unité tout récemment arrivée. Il conservait, quoique réduits, ses correspondants dans les administrations et les services publics, notamment celui des Ponts et Chaussées dont les ingénieurs, par leurs fonctions, étaient les mieux informés des destructions et des réparations sur les voies de communication. Circulant partout, en relations étroites avec les entreprises de travaux publics, ils nous donnèrent aussi sur les travaux de fortification des renseignements précis. Un noyau indéfectible d'H.C. — qui se connaissaient presque tous, mais chacun ignorant la présence des autres dans le réseau — participa activement à cette phase décisive de notre longue lutte. Ils repéraient les blockhaus, voire les photographiaient, ils lisaient les numéros des véhicules militaires, ils observaient l'armement des unités, estimaient leurs effectifs, jugeaient de leur qualité et quelquefois, ils avaient la chance de les identifier, rare !

L'atelier de montage et de réparations de LE BAS était réquisitionné par les Allemands. Mon ami déployait son ingéniosité à soutirer des secrets à l'officier qui le contrôlait, une certaine sympathie s'étant créée entre eux. Ainsi apprit-il l'imminence d'une expédition punitive sur le village d'ALLOS où un soldat allemand venait d'être tué. LE BAS put faire avertir le maquis local qui tendit une embuscade. La voiture de tête de la colonne allemande fut stoppée dans un col par un coup de bazooka, ses occupants dont le chef de l'expédition, tués, ce qui décida le reste à faire demi-tour. Un autre exploit de LE BAS fut l'ensemble de ses explorations du bord de mer à NICE qui était zone interdite. Il y allait avec des véhicules allemands confiés à son atelier, sous prétexte de les essayer. Le relevé des défenses (blockhaus, tapis de rails, pièges divers) qu'il établit ensuite avec une minutie extraordinaire valait mieux qu'une photographie.

Robert STREITZ avait retrouvé, employé par l'organisation TODT, un ingénieur d'origine russe, nommé TOUMAYEF, avec qui il avait effectué avant la guerre de mémorables raids à ski. TOUMAYEF, qui redoutait de futures représailles, accepta de nous aider. Il fournit à STREITZ les plans d'une base de sous-marins en cours de construction dans la baie de Passable (19) et ceux de la fortification de la colline du Château à NICE (20). De plus, il lui signala que les bunkers d'artillerie du secteur étaient inutilisables, faute de ventilateurs. STREITZ, dont la première femme était autrichienne, obtenait par elle d'un major autrichien antinazi affecté à la Kommandatur des renseignements sporadiques sur la garnison et les mouvements de troupes. BLANCHY et TAFFE qui, l'un et l'autre, avaient des possibilités, ne laissèrent pas échapper grand chose de l'occupation dans la Principauté. BLANCHY faisait chaque jour en car le trajet NICE-MONACO et retour par la Basse-Corniche, zone interdite. Le capitaine qui contrôlait son central téléphonique bavardait, et ses indiscretions paraissaient volontaires. « Quel dommage, regrettait BLANCHY, que vous n'ayez pas un million à lui donner » Un million en 1944, 100 millions de francs anciens Certes, nous ne les avons pas. Nous étions, je profite de l'occasion pour le dire, relativement pauvres. MOREAU, à SAINT-RAPHAËL, toujours scrutant, enregistrant, causant et sachant plaire, effectuait le même travail que nous dix à NICE et MONACO. Le Colonel RIVET fut nommé général de brigade le 13 avril 1944 et admis à faire valoir ses droits à la retraite. Le poste en reçut la nouvelle avec un message de notre grand patron, sans doute cet ordre du jour du 24 novembre 1943 que l'accrochage de RAMATUELLE avait retardé (21).

Des échos indistincts d'un conflit entre les services spéciaux de LONDRES et ceux d'ALGER parvinrent jusqu'à nous. Quels que fussent le respect et l'affection que nous éprouvions pour le chef inégalable qu'était le Colonel RIVET, nous nous absorbions trop dans notre tâche pour nous soucier de cette querelle. Nous ne la comprîmes qu'à la Libération, lorsqu'on nous affirma que nous étions des giraudistes. Nous avons été des giraudistes, en effet, à la manière dont M. JOURDAIN disait de la prose, sans en rien savoir. Au début du mois de juin, j'opérai mon ultime recrutement. Vito était un subordonné de Remo. Comme celui-ci, il se rendait souvent à MILAN où se trouvait le centre de C.S. dont, détachés à l'Abwehr, ils continuaient de dépendre. Je lui fis demander par Remo de nous renseigner sur les troupes de l'État fasciste républicain. Il nous en remit l'ordre de bataille complet Jusqu'à l'échelon régiment. Ces unités étaient déficientes en effectifs les jeunes gens fuyant la conscription — en armement, en équipements et en matériel. Les Allemands, qui n'attendaient plus de l'Italie que de la main-d'oeuvre, se désintéressaient de cette nouvelle armée dans laquelle ils n'avaient pas confiance et ne lui fournissaient pas grand-chose. Pendant le mois de juillet et jusqu'au 15 août, nous avons pu recueillir des renseignements importants pour l'armée qui se préparait à débarquer sur les côtes de Provence. Les plus nombreux provenaient de l'interception des communications téléphoniques échangées par l'état-major de la XIXe armée allemande situé à AVIGNON avec celui d'une division dont le P.C. était à OSPEDALETTI (22).

De l'ensemble des écoutes, nous dégagâmes les points essentiels de l'ordre de défense de la division d'infanterie qui occupait le terrain entre CANNES et MENTON (23), c'est-à-dire la durée de la résistance sur les plages (une heure), la position de repli (la Durance, où serait établie une liaison avec les troupes d'Italie), l'itinéraire principal de repli (la route Napoléon). Mes excursions à bicyclette révélaient que la région de NICE se vidait. BURG entreprit une vaste reconnaissance le long de la bande littorale et sur les arrières jusqu'à BARREME et PUGET-THENIERS. Il retrouva à SAINT-RAPHAËL une partie des unités qui avaient quitté NICE. Partout ailleurs, il ne restait presque rien. Le 15 août, jour du débarquement, la

Feldkommandantur de NICE prit de telles mesures d'interdiction de la circulation que nous ne pouvions plus nous éloigner de la ville. Alors nous attendîmes.

C'est STREITZ qui eut le dernier mot. Sous la pression de notre H.C., TOUMAYEF gripa avec du sable les marteaux piqueurs affectés au creusement de fourneaux de mine dans les quais et les jetées du port de NICE, ce qui limita les dégâts des destructions que le commandement militaire y fit opérer. Le Général de MONSABERT installa son P.C. à la Préfecture des Bouches -du -Rhône le 23 août. Puis, ce fut à NICE, le 28 août, le soulèvement, le départ des Allemands dans la nuit. Et le matin merveilleux du 29, la Libération, enfin. La mission du poste S.R. de MARSEILLE était, cette fois, terminée.

(1)-Opera Volontaria Repressione Antifascismo. Police politique secrète. **(2)**-Controspionaggio : le C.E. italien. **(3)**-Le Général CARTIER s'était distingué par une protestation contre le guet-apens dans lequel le SOL. local avait attiré M. François de MENTHON en utilisant du papier à en-tête de la Mairie (J. DELPERRIE de BAYAC : « Histoire de la Milice », Ed. Fayard, p141).S.O.L. = Service d'Ordre Légionnaire. **(4)**-Marseille était occupé par les Allemands. **(5)**-Parmi les papiers figuraient les doubles des rapports de B. à Rome (Cf. Paillole — op. cit, p. 282). (5 bis) Il s'agit de l'arrestation d'HENRI, KAYSEN, MULLER, SCHMIDT, etc. au cours d'un de leurs rendez-vous, place Bellecour. **(6)**-Ici, le pseudonyme de PALIS dont je ne me souviens pas. **(7)**-Selon REMY, récupérer des agents d'un autre réseau est une « façon de faire qui engendre des catastrophes ». (Mémoires d'un agent de la France Libre.) **(8)**-Après la Libération, il fut arrêté, condamné à mort et fusillé. **(9)**-Les CC NN (camicie nere soit chemises noires) étaient les formations militarisées du parti fasciste. **(10)**-« Gruppidi azionenizzarda » ou G.A.N. **(11)**-Démolie en 1979 ; elle se trouvait côté Est. **(13)**-Le Capitaine BOIRON est mort en déportation. **(14)**-Le Commandant MANARANCHE a révélé après la guerre qu'il avait considéré comme probable l'hypothèse d'un guet-apens. Pourquoi donc alla-t-il ? A mon avis, il ne voulait pas refuser d'opérer ce recrutement de peur que je ne le taxe de pusillanimité. Mais il ne voulait pas non plus prendre la responsabilité de m'envoyer dans un piège. Il se résolut à assumer le premier contact. C'était agir à la fois en chef et en ami. Et puis, MANARANCHE aimait le jeu. Les raisons qu'il me donna n'en étaient pas moins valables. Mais manipuler Remo de MARSEILLE n'était pas possible. **(15)**-L'hôtel de Lorraine, avenue Durante, tenu par un couple courageux et dévoué. **(16)**-M. BORGHINI, sa secrétaire et le Commissaire HARANG furent fusillés à l'Ariane le 15 août 1944. **(17)**-J'estime à une trentaine le nombre de personnes que nous avons ainsi arrachées aux camps ou à la mort. **(18)**-Note à venir. **(19)**-Dans la rade de VILLEFRANCHE. **(20)**-Ces derniers comprenant le tracé d'une galerie souterraine située entre la rue des Ponchettes et le Monument aux Morts. **(21)**-Voir Miche! GARDER, op. cit., p. 454. **(22)**-Cinq kilomètres à l'ouest de SAN REMO. **(23)**-C'était, au moment du débarquement, la 148e , mais nous avons identifiée là précédemment la 157° qui fut ensuite employée à GLIÈRES et dans le Vercors.

Histoire abrégée du poste SR de MARSEILLE et de son annexe NICE (1)

Category: Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands

29 octobre 2021

Nous avons le plaisir de publier à partir de ce numéro l'histoire d'un de nos Postes S.R. que notre prestigieux camarade, le Colonel GALLIZIA, Délégué Départemental de l'A.A.S.S.D.N. pour les Alpes-Maritimes nous a livrée apportant sa contribution à la restitution de notre « Sacrée Vérité ». Nous l'en remercions au nom de tous.

I. — DE LA FONDATION A L'ANSCHLUSS

Mon récit commence en avril 1938, lorsque j'arrive au poste S.R. de MARSEILLE, jeune capitaine venant d'un régiment d'infanterie alpine. C'est le moment où « avec l'Anschluss débute le drame ». Le poste achevait une restauration qu'avaient nécessitée deux années de léthargie. Il avait été créé en 1929 afin de coordonner l'activité des deux postes existant alors dans le Sud-Est, à NICE et à CHAMBERY, qui dépendaient directement du Service Central et dont la mission principale était le renseignement sur l'Armée italienne. Ceux-ci devinrent donc des annexes du poste de MARSEILLE. Or, « depuis le début de 1933, nous étions en relations suivies avec l'Italie, d'abord dans le cadre du Pacte à Quatre, puis, après l'échec définitif de cette conception, en vue d'une entente anglo-franco-italienne ». Fin juin 1935, le Général GAMELIN et le Maréchal BADOGLIO signèrent à ROME une convention militaire relative à la collaboration des forces de leurs pays dans le cas d'une action de l'Allemagne contre l'Autriche. Des raisons politiques déterminèrent ainsi l'État-major de l'Armée à mettre en veilleuse le poste de MARSEILLE, et quand son fondateur, le chef de bataillon BARBARO, qui l'avait quitté en juin 1934 pour effectuer un temps de commandement, y revint, en juin 1936, il n'y trouva presque plus de personnel et plus du tout d'agents. L'annexe de CHAMBERY avait disparu et celle de NICE, cessé de fonctionner. Cependant, en mars 1936, mois de la réoccupation de la Rhénanie par les troupes allemandes, « il ne restait rien, soit de la politique du Pacte à Quatre, soit de celle de STRESA », L'Italie, « engagée à fond dans l'affaire d'Éthiopie, condamnée et sanctionnée par la Société des Nations, se rapprochait chaque jour davantage de l'Allemagne. Quelques mois avaient suffi pour ruiner l'unité d'action des Alliés., et pour réduire à néant les accords militaires franco-italiens conclus au cours de l'année 1935 » Il fallut encore d'autres mois pour que l'E.M.A. rendit la main au poste de MARSEILLE, mais grâce à la compétence et à l'énergie de son chef, le poste repartit très vite, et au bout de deux ans de travail acharné, il était parvenu à accomplir totalement sa mission.

II. DE L'ANSCHLUSS A LA GUERRE

Le poste de MARSEILLE s'appelait la Section d'Études Régionales. On disait d'ordinaire la S.E.R. Il était installé dans de vastes locaux à l'étage supérieur d'un des bâtiments de la caserne Audéoud, près de l'anse des Catalans. En ce mois d'avril 1938 où je viens d'y être affecté pour remplacer le Capitaine Henri GISCARD -d'ESTAING qui prend le Commandement

du Bureau des Liaisons, nom de l'annexe de NICE, il se présente comme suit : A MARSEILLE, Chef de poste Commandant BARBARO — Renseignement Armée de terre Capitaine GALLIZIA (à qui sera adjoint en août le Lieutenant MARTIN) — Renseignement M.G. (matériel de guerre) : Capitaine AUDIERNE — Renseignement Air Capitaine REVERDY — Renseignement Allemagne: Capitaine GUIRAUD — Contre-Espionnage : Lieutenant BOURDEL Annexe de NICE : Capitaine GISCARD d'ESTAING, adjudant-chef CAMBOURS. Annexe de THONON Capitaine GOBIS. Le Colonel BARBARO a été l'une des plus brillantes figures du S.R. français. Saint-Cyrien de la promotion 1913-1914, breveté d'état-major, c'était d'abord un tacticien dont les leçons sur le terrain restèrent inoubliables dans la garnison où il commanda un bataillon, juste avant que j'en commande une compagnie. Très grand, mince avec un visage fin, il imposait à tous par son intelligence, sa distinction, son autorité naturelle la flamme intérieure qui l'habitait, la fermeté de son caractère et son désintéressement absolu. A la S.E.R. de 1938, les novices que nous étions à peu près tous aimaient et respectaient ce patron prestigieux, aussi juste et bienveillant qu'exigeant, qui à ses dons intellectuels et à sa longue expérience joignait un remarquable talent d'organisateur et cette espèce de génie intuitif de l'anthropologue reconstituant à partir de quelques os, fossiles, le squelette d'un préhominien. Mais à vrai dire, nous disposions de beaucoup plus, et les résultats furent moins incertains, GISCARD me laissait un ordre de bataille si complet et si exact que pendant plusieurs semaines, je n'eus rien à y inscrire que les mutations des commandants d'unités. J'avais l'impression d'appartenir à la direction du personnel de l'armée italienne. C'était d'ailleurs une plaisanterie courante au Service de raconter que MUSSOLINI, lorsqu'il désirait savoir où se trouvait un de ses régiments, téléphonait au commandant BARBARO. Puis, tout fut à recommencer parce que nos voisins réorganisèrent leur armée, principalement en augmentant le nombre de leurs divisions d'infanterie — ramenées pour cela de trois régiments d'infanterie à deux — ce qui entraînait la création d'état-majors, de régiments d'artillerie, de bataillons du génie, de compagnies de transmissions, etc. et un bouleversement général des garnisons et de la numérotation des unités. En même temps, la défense des frontières était rénovée par l'établissement de secteurs de couverture le long de l'arc des Alpes, de VINTIMILLE à FIUME, dispositif comparable à celui de nos troupes de forteresse. Enfin, l'armée fut dotée de divisions cuirassées. La vie au poste devint fiévreuse et passionnante. Nous suivions au fur et à mesure cette immense transformation. Quelles étaient nos sources? On peut classer les sources d'un service des renseignements dans deux groupes, selon qu'elles lui sont propres ou non. Parmi celles qui ne le sont pas figuraient en premier lieu les écrits publiés, les interceptions par écoute radio et les déserteurs. Le poste recevait d'Italie une quantité considérable de journaux et de revues de toutes sortes et, d'autre part, collectionnait les annuaires les plus divers, Bien que ces publications fussent soumises à des règles de secret très strictes les emplacements des unités, par exemple, ne devaient jamais être décelables — il y avait beaucoup à y glaner. C'est affaire d'attention et de rapprochements. Deux fois par semaine, le planton déposait sur mon bureau un énorme paquet de télégrammes interceptés par les centres d'écoute spécialisés situés sur le territoire des 14° et 15° régions militaires. La moitié de ces télégrammes étaient chiffrés, et le poste les expédiait à la Centrale pour décryptement. Le reste ne présentait qu'un médiocre intérêt. Cependant, les secteurs de couverture récemment constitués transmettaient de nombreux messages en clair — faute de moyens de chiffrement peut-être — et sans précautions; ainsi furent-ils assez vite bien connus de nous. Il ne se passait guère de semaine que la gendarmerie n'avisât la S.E.R. de l'arrivée d'un déserteur italien dans quelque localité des départements-frontière, l'interrogatoire des déserteurs en temps de paix appartenant alors au S.R. Mais il ne s'agissait pas toujours de ce qu'on nous annonçait. Certains immigrants

clandestins, sachant que les autorités françaises donnaient asile aux déserteurs, se prétendaient tels, crainte d'être refoulés. L'un de nous se rendait sur place. Ce genre d'information, simple et facile, était d'un excellent rendement. Le patron, par son exemple — car il parlait peu — nous avait appris à tirer quelque chose même de ceux qui essayent de nous duper. C'est toutefois dans l'emploi des moyens propres aux services des renseignements, savoir les informateurs — agents rétribués ou H.C. (honorables correspondants) bénévoles — que consistait essentiellement la tâche du poste. Les procédés de recrutement et de manipulation des agents ont été largement décrits dans d'innombrables ouvrages. La tradition du S.R. veut qu'en la matière rien ne soit révélé de son activité passée. Je ne connais au demeurant qu'une faible partie des affaires traitées par la S.E.R. Ce serait fausser son bilan que de s'en tenir à celles-ci. Je me bornerai donc à quelques observations — Les grands agents sont rares. La plupart ont fait des offres de service ou sont amenés par le hasard. Il faut, pour les découvrir, une organisation développée et de la patience. Le poste de MARSEILLE, très amoindri par son endormissement forcé en 1935, n' eut que trois ans pour combler son handicap. Il n'est pourtant pas douteux qu'il réussit à se procurer dans ce court laps de temps des documents et des renseignements fort importants. — L'urgence et les grosses modifications apportées à l'ordre de bataille de l'armée de terre en 1938 conduisirent le poste à utiliser une multitude d'informateurs occasionnels et de petits agents chargés de reconnaissances, dans le nord de la péninsule surtout. Guettés par un service de contre-espionnage puissant et habile, ces derniers ne revenaient pas tous, mais le résultat cherché fut, dans l'ensemble, obtenu.

— Le poste ne négligea pas les possibilités des H.C., français ou étrangers amis de la France, mais, comme il se doit, il n'en usa qu'avec modération. On a parfois moqué cette catégorie d'informateurs, bien à tort. Certains d'entre eux sont à même de recueillir au-delà des frontières, dans les milieux qu'ils fréquentent ou auprès des personnalités qu'ils connaissent, des renseignements militaires, économiques et politiques de valeur. Du printemps de 1939 à celui de 1940, des industriels, des financiers, des vedettes du monde artistique et littéraire, des princes — princes prétendants et princes de l'Église — avertirent le S.R. que l'Italie se préparait à la guerre contre la France et que personne n'empêcherait le Duce de la déclarer si notre situation militaire devenait défavorable. Dès 1938, le Commandant BARBARO ne nourrissait à ce sujet aucune illusion. Il commençait à jouer les Cassandre. L'annonce de l'envoi, cette année-là, d'une division française sur la frontière italienne avait fait rire à PARIS. L'annexe de CHAMBERY fut néanmoins réédifiée dans le courant de l'hiver 1938-1939, et c'est au capitaine LE TROTTER, un ancien de la section Midi, qu'on en remit le soin. 20 septembre 1938 — La crise des Sudètes déclencha la première phase du plan de mobilisation de la S.E.R. Le poste se transporta à ANNEMASSE, et je fus détaché au consulat de France à LUGANO. Mais la signature des accords de MUNICH nous ramena tous à MARSEILLE. 15 mars 1939 — Les Allemands envahissent la Tchécoslovaquie. Le 7 avril, leur partenaire s'empare de l'Albanie. La guerre approchait. D'avril à juillet, le jeu des temps de commandement obligatoires dans chaque grade provoqua toute une série de changements au poste. LE TROTTER, rappelé à la Centrale pour diriger la section Midi, céda son annexe à un jeune officier que j'avais connu à MODANE et signalé, le Lieutenant PIGEOT, un alpin donc, comme nous l'étions presque tous. GOBIS était muté au 81° R.I.A., à BEZIERS (mon ancien régiment, celui aussi du commandant BARBARO et de MARTIN). L'annexe de Haute-Savoie fut alors déplacée de THONON à ANNEMASSE, fief historique du Service, et j'en reçus le commandement. Le Lieutenant PERIER, nouvellement affecté à la S.E.R., seconderait MARTIN au Renseignement Terre. Enfin, le Capitaine MANARANCHE, qui avait été l'officier M.G. du

poste avant d'aller en 1936 commander le fort de TOURNOUX, en Ubaye, réoccupa la place qu'avait tenue, durant son absence, le Capitaine AUDIERNE.

Officier d'artillerie de vive intelligence et parfaitement organisé, MANARANCHE avait constitué dans son domaine — armement et production de matériel de guerre — une riche documentation, comme le faisait dans le sien — aviation — REVERDY qui, nanti d'un filon de premier ordre, submergeait de plans et de croquis notre atelier photographique. Nous étions prêts. MUSSOLINI, de nouveau, pouvait téléphoner. Pour les dix régiments d'alpini, le patron était même en mesure de lui indiquer l'emplacement des compagnies.

III. — DE L'ENTRÉE EN GUERRE A L'ARMISTICE

A la mobilisation, la S.E.R. recevait un gros renfort de réservistes : une trentaine d'officiers, plus des sous-officiers et des hommes de troupe, comptables, secrétaires, chauffeurs, plantons. Les annexes s'étoffaient; celle de NICE, pièce principale du poste, un peu plus que les autres, mais la mienne, avec ses neuf officiers, dont un aviateur et un marin, ses trois sous-officiers et ses trois chauffeurs, sans parler des secrétaires et des plantons, faisait aussi bonne figure. Je l'installai à la gendarmerie. L'enseigne relevait du S.R. Marine et n'était que notre hôte, mais il travaillait en liaison étroite avec nous, et chacun y trouva son compte. Deux annexes venaient au jour, à GENÈVE et à LUGANO, sous la forme d'officiers de réserve détachés comme fonctionnaires dans les consulats de France. Elles se reliaient à MARSEILLE, directement en principe, pratiquement par le canal de l'annexe d'ANNEMASSE où elles quêtaient sans cesse des conseils, de la documentation, des concours, et je devins pour ces avant-gardes une sorte de tuteur. Les moyens d'information de la S.E.R. s'accroissaient encore de deux éléments : les postes d'interrogatoire, qui lui appartenaient en propre (ils dépendaient des annexes), et les contrôles postaux. Les postes d'interrogatoire, composés chacun d'au moins deux officiers de réserve, choisis et préparés en temps de paix, et petit personnel, fonctionnaient aux frontières, entre GEX et MENTON, sur les principales voies ferrées et routes internationales. Les officiers, sans la moindre pression, s'enquéraient auprès des voyageurs venant d'Italie, avec qui souvent ils faisaient un bout de chemin. Ce système, lorsque les exécutants en eurent acquis l'expérience et surent bien ce qu'ils devaient rechercher, fut une source abondante de renseignements divers, en particulier de renseignements militaires précis et précieux. Le contrôle postal intérieur ne fournissait à peu près rien qui intéressât le S.R. En revanche, les interceptions du contrôle postal international tombaient fréquemment sur des numéros de secteurs postaux, quelquefois sur des numéros ou des emplacements d'unités, des noms de généraux et de colonels, et sur d'autres indiscretions de soldats qui écrivaient à des parents ou des amis en France. La correspondance du comte SFORZA, exilé sur les bords du lac Léman, me captivait. Cela finissait par faire beaucoup de choses. Somme toute, nous étions gâtés. Nous possédions les moyens de la guerre sans en subir encore les difficultés. Le Commandant LOMBARD, chef du poste de BELFORT, le S.C.M., se heurtait à la plus sérieuse de ces difficultés, l'imperméabilité de la frontière franco-allemande, qui le contraignait à déborder l'ennemi par le sud. Il avait, dès la déclaration de guerre, installé une annexe à PONTARLIER. Il en créa, peu après, une autre à ANNEMASSE, malgré qu'en eût le (fraîchement nommé) Lieutenant-Colonel BARBARO. L'existence, dans cette petite ville, de deux annexes autonomes et commises au même genre de mission risquait de diminuer leur crédit auprès des pouvoirs locaux et de susciter entre elles une concurrence fâcheuse sur le terrain du recrutement des

informateurs. Cependant, parce que le Capitaine HUMM, chef de l'annexe du S.C.M., et moi, nous étions des hommes bonne volonté, parce que j'étais le plus ancien des deux, que mon annexe bénéficiait de la priorité et qu'elle disposait seule de moyens susceptibles de servir à l'un comme à l'autre (les postes d'interrogatoire, les interceptions postales, l'aviateur, le marin) et parce que, tout de même, nous chassions dans des directions opposées, la coordination nécessaire s'opéra sous mon autorité sans effort. Les deux annexes cohabitèrent quelque temps à la gendarmerie, puis, trop serrées, elles se transportèrent d'un commun accord dans une grande villa cachée au milieu d'un parc, l'Italie au rez-de-chaussée, l'Allemagne au premier étage. L'armée italienne commençait à se déployer sur la ligne des Alpes-Occidentales. Le poste de MARSEILLE, grâce à un de ces « grands agents » que j'ai évoqués, en connaissait le plan et, par d'autres voies, s'aperçut très vite de sa mise en oeuvre. Il semble qu'en haut lieu, on en ait douté ou qu'on ait préféré l'ignorer de peur d'énervier MUSSOLINI . Au mois de décembre, en effet, le patron fut l'objet de reproches pour avoir averti l'armée des Alpes que le 4ème Corps d'Armée italien, dont le commandement était à BOLZANO, faisait mouvement tout entier vers la frontière française. Le dimanche 7 avril 1940, un renseignement sensationnel passa par mes mains. Il provenait de l'envoyé spécial à BERLIN d'un grand journal américain, M. IRVING, qui commentait régulièrement l'actualité à la radio allemande et, par cette émission, au moyen d'un code, adressait des informations secrètes à son épouse, domiciliée à GENÈVE. Mme IRVING les communiquait au correspondant local du poste de BELFORT. Dans la soirée du 6 avril, IRVING transmit le message suivant : « Fortes concentrations de troupes et de navires de transport dans les ports de la Baltique (il en citait plusieurs). Invasion du Danemark et de la Norvège imminente. Mme IRVING se précipita, mais ne parvint pas à joindre son interlocuteur habituel, sans doute absent de GENÈVE, et porta le message à l'un des membres de notre annexe, qu'elle connaissait aussi. Celui-ci traversa la frontière aussitôt qu'elle fut ouverte , sept heures, je crois, et dix minutes après, il me remit le renseignement, que je montai immédiatement chez HUMM. L'agression se déclencha le surlendemain, 9 avril, à l'aube. 10 juin 1940. — L'Italie déclare la guerre à la France. Les Français habitant ou voyageant en Italie rentrent hâtivement dans la mère patrie. Les derniers convois passèrent par la Suisse. Nos postes d'interrogatoire firent une belle moisson auprès de ces fugitifs qui, indignés du « coup de poignard dans le dos » ne demandaient pas mieux que de servir toute de suite leur pays de la façon qu'on leur proposait. Je me souviens d'un de nos compatriotes, ingénieur dans une usine de constructions aéronautiques en Lombardie, qui accepta de se détourner de sa route et de s'arrêter à ANNEMASSE pour un entretien avec l'officier aviateur de l'annexe. Il lui donna des informations d'un grand intérêt et un échantillon d'un métal spécial employé par son usine. Il n'avait jamais eu de contact avec le S.R. Je prenais des notes, ouvris un fichier. Je pensais que cela pourrait être utile un jour, après la guerre... En face de notre armée des Alpes ont été massées trois armées italiennes réunissant trente divisions dont les effectifs théoriques et des dotations en matériels sont très incomplètement réalisés, à raison des pertes subies au cours des campagnes précédentes . Il m'est impossible de confronter avec ces armées, telles qu'elles se présentent sur le théâtre des opérations, l'image qu'à son QG. peut en avoir le Général OLRÉY. C'est d'ailleurs une question qui sort du cadre de cette histoire, car si important que fut le rôle de la S.E.R., elle n'était pas, dans le domaine italien, le seul instrument de recherches. Mais je dois attester qu'en juillet et août 1940, j'ai recueilli, de la bouche d'officiers des deuxièmes bureaux de l'armée des Alpes et d'officiers de liaison avec l'armée italienne, de nombreuses preuves de l'exactitude et de l'étendue des renseignements produits par le poste. Un officier de réserve de mon annexe qui, affecté à la Direction de la Commission d'Armistice à AVIGNON, parcourut la ligne d'armistice,

en fut stupéfié. Pour le Lieutenant-Colonel BARBARO en juin 1940, ainsi qu'aux yeux du Commandant LOMBARD en septembre 1939, les armées en présence fermaient hermétiquement la frontière. L'annexe de NICE perdait la quasi-totalité de ses facultés. GISCARD et deux de ses officiers furent envoyés en mission en Espagne. ANNEMASSE deviendrait la première base de pénétration de la S.E.R., peut-être même le siège de son état-major, comme en septembre 1938. Était-ce dans cette éventualité que le patron m'avait pressenti sur une affectation à BUDAPEST ? En tout cas, il consolida sa position en Suisse par la constitution d'une troisième annexe à LAUSANNE. Mais Dieu dispose. Le repli de la Centrale a commencé le 11 juin. Les annexes de la S.E.R. reçurent l'ordre de préparer le leur. De MARSEILLE, on m'avisa que le poste serait dirigé sur PORT-VENDRES et embarqué pour l'Afrique du Nord. Le Commandant LOMBARD arriva à ANNEMASSE le 15 ou le 16. L'idée de continuer la guerre dans l'empire nous paraissait à tous naturelle et quand, le 17, à la radio, le Maréchal PÉTAINE annonça qu'il fallait « cesser le combat », je fis part de nos sentiments au chef du S.C.M. qui en rendit compte aussitôt par téléphone au [Colonel RIVET](#). Puis ce fut le départ général pour des destinations différentes. La S.E.R. devait se rassembler à CAISSARGUES, à 4 kilomètres au sud de NIMES. MARSEILLE me prescrivit de brûler mes archives, sauf quelques documents essentiels qui tenaient dans une serviette. Je réquisitionnai un petit camion de déménagement afin d'emporter le matériel, car je ne voulais rien laisser aux Allemands. L'annexe se replia par échelons successifs. Conformément à mes consignes, je restai à ANNEMASSE le dernier, avec un chauffeur, me renseignant auprès des brigades de gendarmerie sur l'avance de l'ennemi, et lorsque ses éclaireurs passèrent à PONT-D'AIN, le 20 ou le 21, je pris la route du Midi.

IV. — DE L'ARMISTICE A L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD

La S.E.R. demeura à CAISSARGUES une dizaine de jours durant lesquels les réservistes furent démobilisés. Le désastre avait été si soudain que nous, les cadres du poste, grandis, instruits ou mûris dans un air de victoire et de supériorité militaire, nous qui n'avions pas été battus, nous ne pouvions le croire irrémédiable. Bien que nous n'eussions pas entendu ni lu l'appel du Général de GAULLE, nous pensions et nous disions que la guerre n'était pas finie.

Le Lieutenant-Colonel BARBARO allégea et remania son dispositif. L'annexe d'ANNEMASSE disparaissait. GISCARD, brûlé à NICE, était affecté à la Centrale, à VICHY, comme adjoint du Commandant LE TROTIER, toujours chef de la section Midi, et je lui succédais sur la Côte, mais provisoirement à SAINT-RAPHAEL, pour une raison de sécurité. GUIRAUD passait au service de contre-espionnage camouflé en Entreprise de Travaux Ruraux. PIGEOT allait à LAUSANNE, sous l'autorité de l'attaché militaire adjoint à BERNE, et PERIER le remplaçait à CHAMBERY. BOURDEL rejoignait son arme. Enfin, REVERDY se séparait de nous, le service de recherches Air devenant indépendant. Le poste, appelé désormais P.5, se composait donc en juillet 1940 des éléments suivants — à MARSEILLE Lieutenant-Colonel BARBARO, Capitaine MANARANCHE, Capitaine MARTIN, deux secrétaires, un radio, un chauffeur.; — à NICE Capitaine GALLIZIA, Adjudant-Chef CAMBOURS; — à CHAMBERY Lieutenant PERIER. Notre mission ne changeait pas. Elle ne changeait jamais. Le S.R. continuait, impassible, si les coeurs étaient blessés. Les modalités de notre action seraient différentes, certes, mais nous la poursuivions sans nulle impression de rupture, et les mots successifs dont on l'affublerait plus tard n'auraient pour nous aucun sens. Le poste abandonna ses casernes, et son état-major se transféra dans un petit appartement, rue de Rome, près de la place Castellane. Les divers

matériels furent entreposées dans un local du quartier des Catalans et les archives enterrées, partie à MARSEILLE, dans la propriété du Capitaine MANARANCHE, partie à OPPEDE, dans celle du Capitaine BOIRON, un officier de réserve d'aviation qui avait été mobilisé à la S.E.R. et qui maintenant servait au S.R. AIR. Tous ces dépôts seront récupérés à la Libération et réemployés à la tâche séculaire. A SAINT-RAPHAËL, je louai une petite villa sur la colline, et mon adjoint se logea à l'hôtel. L'Adjudant-Chef CAMBOURS était un ancien du poste de NICE où il se trouvait déjà comme sous-officier secrétaire du temps que le Capitaine BARBARO le commandait. Ainsi de l'annexe qu'on me confiait et des milieux dans lesquels elle avait prospéré connaissait-il à peu près tous les personnages, les arcanes et les détours. Nous visitâmes notre domaine. CAMBOURS me présenta les H.C. qui conservaient des possibilités, les officiers de réserve qui avaient été mobilisés au Bureau des Liaisons, soit à NICE, soit dans les postes d'interrogatoire, et quelques fonctionnaires dont mon prédécesseur avait apprécié la serviabilité. Je pris contact avec les autorités militaires, administratives et autres des Alpes-Maritimes, celles de la police en particulier, de qui ma besogne requérait le concours. Sur place, un commissaire spécial retraité nous mit en rapport avec son ami MOREAU, secrétaire de la mairie de SAINT-RAPHAËL, qui sera jusqu'à la Libération notre seul élément dans la région et y accomplira un travail étonnant. Quant aux agents, le bruit courait que les Allemands avaient saisi le fichier du S.R. dans le fameux train de LA CHARITE-sur-LOIRE. Le chef de poste décida d'éliminer totalement les anciens informateurs et, avec eux, les divers auxiliaires : boîtes aux lettres, passeurs, hôteliers, etc. Les communications de l'annexe avec ses agents d'Italie étaient du reste interrompues depuis le 10 juin, à une exception près.

CAMBOURS me persuada que la mesure ne pouvait pas concerner cet agent, Nino, un contrebandier fraîchement recruté. Effectivement, pendant les quatre années qui vont suivre, Nino, chaque mois, passera la frontière clandestinement, je le rencontrerai dans le même hôtel de NICE, à une date et une heure convenues entre nous le mois précédent, et jamais, ni moi, ni lui, ni l'hôte, n'en subirons le moindre désagrément. Ce n'était, bien entendu, pas du tabac que Nino m'apportait. Nous reparlerons de lui. CAMBOURS me présenta également Lisa. Née Italienne, Française par son mariage avec un concierge de palace, elle gérait un restaurant minuscule à NICE, dans le quartier des Musiciens. Recrutée par GISCARD en septembre 1939, elle avait effectué, avec de bons résultats, deux ou trois petits voyages de reconnaissance de l'autre côté de la frontière. Elle brûlait d'envie de reprendre du service, bien qu'elle n'eût aucun souci d'argent. Je m'efforçai de lui faire comprendre, sans en donner la raison exacte, que je ne pouvais pas l'employer pour l'instant, mais que nous garderions le contact avec elle. Elle en fut déçue, me sembla-t-il. Il y avait eu dans ces Alpes méditerranéennes une telle pénétration réciproque des populations des deux pays, il existait tant de commerce entre leurs frontaliers que les nouvelles, voire les gens, s'infiltraient aisément à travers la ligne de démarcation et la frontière. Les militaires italiens qui s'y tenaient fermaient souvent les yeux, parfois servaient de véhicules, bavardaient volontiers et n'étaient pas toujours incorruptibles. Assez vite, grâce à mes récentes relations, je me procurai d'antennes à SAINT-ETIENNE-DE-TINEE, SAINT MARTIN-VESUBIE, BREIL et MENTON-OUEST, je leur donnai carte blanche, et ce fut ma deuxième source. J'en découvris une troisième à la délégation française auprès de la commission d'Armistice de NICE. La délégation comprenait deux divisions affaires militaires et affaires civiles. La division des affaires civiles était dirigée par le Commandant CURET, un ancien du S.R. il avait servi au poste de MARSEILLE, puis à la Centrale comme chef de la section Midi. A ce titre, il était en 1937 intervenu dans mon affectation à la S.E.R. Il me fit un bon accueil et consentit à m'aider. « Une source particulièrement fructueuse fut l'utilisation

des commissions d'armistice », écrit Pierre NORD, citant un rapport allemand . La chose est sûre. En contact direct avec les organismes officiels, français d'une part (Préfecture, municipalités, gendarmerie, police, administrations, etc.), italiens de l'autre (Commission d'Armistice, Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement substituée au Consulat Général), appelés fréquemment à se rendre dans la mince portion de territoire occupé, les officiers de la délégation française récoltaient de nombreux renseignements qui nous regardaient.

Le Commandant CURET, technicien chevronné qui avait l'armée italienne dans la tête, n'en laissait échapper aucun. Nous aurions payé à des agents certains d'entre eux. Par exemple, un haut fonctionnaire italien qui arrivait de SERAJEVO lui fit une description minutieuse de la situation en Croatie et en Bosnie-Herzégovine — anarchie, insécurité — et lui apprit que la division alpine TAURINENSE (une de nos vieilles connaissances) avait quitté le cercle de SERAJEVO pour aller participer à des opérations de maintien de l'ordre en Dalmatie. Le Commandant CURET était secondé, aussi bien dans ses relations avec moi qu'avec la division des affaires civiles, par un de mes jeunes de Saint-Cyr, le Capitaine BURG. Au début de 1941, le Lieutenant-Colonel BARBARO reçut une nouvelle affectation , et le Chef d'escadron MANARANCHE, alors âgé de quarante- trois ans, prit le commandement du poste. J'ai déjà dit sa prompte intelligence et son esprit méthodique. En vérité, pareillement énergique et sensible, c'était, sous son aspect massif, un homme complet, doué pour tout, sportif, artiste, adroit, aimant la vie, la nature et les livres, simple, bon, spirituel et gai. Provençal ouvert et passionné de politique, d'une verve rare, quelquefois brutale, qui lui valut des inimitiés, mais sincère, loyal et sans rancune, il se montrait dans le service calme et mesuré. La force qui éclatait en lui, son bon sens, son imagination, son intuition, sa puissance de travail faisaient merveille au S.R. Il conduisit P.5 de main de maître. Le Lieutenant-Colonel BARBARO fut remplacé numériquement au poste par GOBIS qui revenait de BELGRADE. Dans le courant du mois de mars, le Commandant MANARANCHE ramena mon annexe à NICE où il me mit en rapport avec son cousin, Pierre LE BAS, agent d'une grande marque d'automobiles. Marin, aviateur, pilote de course, homme d'action intrépide, homme d'affaires avisé, LE BAS sera pour moi sans relâche un précieux collaborateur et un très cher ami. Je pouvais désormais développer mon réseau. Des fonctionnaires et des employés de la S.N.C.F. et des Douanes, qui se rendaient quotidiennement de NICE à MENTON-EST occupé et à VINTIMILLE, doublèrent la partie que jouait l'antenne de MENTON-OUEST. Je m'abouchai avec les contrôles postaux et téléphoniques. Leur chef régional était à MARSEILLE Pierre DESCAVES, fils de l'académicien Goncourt. Étincelant d'esprit, conteur pittoresque et savoureux, il s'était lié avec notre nouveau patron. Ils vinrent plusieurs fois à NICE ensemble. Nous déjeunions à la campagne, eux, moi, CAMBOURS et l'équipe des contrôles. Là naquit une sorte de camaraderie qui portera des fruits un jour. Je dînais presque chaque semaine avec le Commandant PETETIN, chef d'état-major de la subdivision. Le Lieutenant LOESCHER et l'enseigne de vaisseau PALIS, mes collègues des S.R. AIR et MARINE, se joignaient à nous de temps en temps. Je les voyais régulièrement. Nous échangeons des renseignements et nous essayons de coordonner nos activités. Président de la Légion des Combattants des Alpes-Maritimes, DARNAND tenait à NICE le haut du pavé. Il avait été, avant la guerre, avec deux ou trois de ses amis politiques, agent du Bureau des Liaisons. L'occasion me fut donnée de le rencontrer plusieurs fois dans des cafés que fréquentaient les militants d'extrême droite. J'espérais découvrir dans ce milieu quelqu'un d'utile. Mais après l'ouverture des hostilités en Russie, le beau soldat des deux guerres afficha une telle assurance de l'invincibilité allemande que, pressentant son évolution, j'estimai prudent de l'éviter. Je ne lui avais rien demandé. Il partit pour VICHY, et je renouai

avec certains de ses compagnons qui commençaient à se poser des questions. L'un d'eux me présenta M. SINIBALDI, directeur de jeu au casino de MONTE-CARLO. Celui-ci, jusqu'à la Libération, me documenta abondamment sur sa clientèle, une faune dont les intrigues regardaient largement le C.E.

[A propos de "L'Homme des services secrets": temoignages](#)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Services allemands
29 octobre 2021

De notre ami Joseph Challan-Belval, ancien de T.R. et du " Jouet des Flots " (avec le Lieutenant de Vaisseau Le Henaff), déporté. *Extrait d'une lettre au Colonel Paillole* " J'ai bien reçu le dernier bulletin ; c'est toujours avec un grand intérêt que je le lis. Vous avez bien fait de résumer ce qui a été l'action des services spéciaux de 1940 à 1942; c'est toujours assez difficile à faire comprendre à ceux qui ne l'ont pas vécu. Je me rappelle encore parfaitement le jour de décembre 1940 où vous êtes revenu à la villa Eole après l'arrestation de S. . Je ne vous ai jamais revu dans une telle indignation, vous étiez blême de colère! "...

De notre ami Henri Castex " J'ai bien reçu avec plaisir, comme toujours, le dernier bulletin de l'amicale. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article " la confusion des genres ". Vous avez hautement raison de rappeler l'action du Colonel Rivet, soutenue par le Général Weygand en faveur de la création au sein de l'Armée de l'armistice, du service des " Menées antinationales ". Le B.M.A. est toujours critiqué par certains résistants. C'est pour cela que j'estime que notre bulletin devrait être largement diffusé. Le plus grand nombre ignore l'action du réseau T.R. contre les infiltrations des services secrets allemands. Très peu savent que jusqu'à la dissolution de l'Armée de l'armistice des agents allemands ont été exécutés en zone libre.

De notre amie Yvonne Dantoine, à l'origine de l'évasion du Capitaine de Neucheze. Lettre adressée le 5 janvier 1996 au Colonel Paillole: "Je vais vous raconter l'évasion des deux internées que j'avais mission de soigner dans un pavillon du Val-de-Grâce, deux internées par les Allemands.

A l'époque, j'avais une jolie voix et en chantant, j'ai attiré vers moi les trois sentinelles allemandes, armées de fusils et de grenades. Elles ont donc quitté leur poste qui consistait à surveiller leurs prisonnières. Durant ce laps de temps, celles-ci ont coupé les barbelés et selon mes indications, se sont sauvées. Une des deux, Loulou Bichareil a accroché ses longs cheveux au fil de fer barbelé, ce dont elle a souffert très longtemps.

Il y avait aussi au Val-de-Grâce, un pavillon situé dans le jardin, occupé par des internées sous surveillance d'Allemands. Longtemps après l'évasion, j'ai donc prévenu ceux-ci qu'il manquait

deux internées, peut-être étaient-elles à la radio? Le chef, un Prussien, est venu et a demandé: — A quelle heure, l'infirmière a pris son service? La sentinelle a répondu 2 heures (14 h.). Mlle Facq, une troisième internée qui ne s'est pas sauvée, craignant que l'on ne prenne sa mère en otage, ce qui est déjà arrivé dans sa famille, parlait allemand, me l'a répété. C'est ce qui m'a sauvé.

Or, c'était faux, j'étais rentrée à 2 h. moins 20. Entre temps, il y a eu échange de sentinelles. Bref les coupables n'ont pas été punies. Les non coupables ont été envoyés en Russie, paraît-il...

Quelques jours après, j'étais convoquée au pavillon par le Commandant de la Gestapo. Il est venu m'interroger, accompagné de deux sous-officiers qui me regardaient dans les yeux. — A quelle heure, avez-vous pris votre service? J'étais très calme, moi qui ne sais pas mentir, on a dans la vie parfois des grâces d'état... J'ai dit 2 heures. Je n'ai pas bronché, ai soutenu leur regard. J'ai pensé à ma mère qui n'avait que moi et que j'adorais. — Bon, vous resterez à notre disposition.

Mais ce n'est pas tout, donnant sur ce pavillon, il y avait un hôtel. Une femme, d'un certain âge se trouvait dans un fauteuil roulant, elle était infirme, elle m'a vue. Elle a envoyé un homme au poste de garde de l'hôpital disant " l'infirmière est complice de l'évasion ". Or, heureusement pour moi, le poste était gardé par un sous-officier français, un breton, très patriote qui m'a prévenue.

Vraiment, quelle chose horrible d'être dénoncée par des Français! Heureusement, il n'est pas allé trouver les Allemands. Mais le chef des soldats allemands me disait: — Vous êtes complice, vous irez en camp. A la libération de Paris, le Capitaine de Corbie (cousin germain du Général de Gaulle, hospitalisé au Val, de retour de camp des prisonniers) voulait que nous allions dans cet hôtel trouver les coupables. Je ne me suis pas vengée!

P.S. : Ah ! J'avais chanté un air de "La Veuve Joyeuse "... "Viens dans mon joli pavillon "...

De notre ami Georges Ribollet, à propos de Pierre Hannequin, décédé le 5 juillet 1995. " Pierre Hannequin, mon opérateur radio, au cours de ma première mission en France occupée. Nous étions plusieurs camarades réunis depuis longtemps. Nous étions partis d'Alger sur l'Angleterre, à bord d'un bateau, compris dans ceux qui transportaient les prisonniers de l'Armée Von Arnim (Tunisie - Mai 1943).

Il y avait le capitaine Vellaud, les lieutenants Heusch et Boffy, Pierre Hannequin et moi-même. Nous avons gagné Liverpool, puis Londres.

Après l'instruction fort intéressante des Anglais, Vellaud et Heusch furent parachutés en France une vingtaine de jours avant les autres. Ils nous reçurent, Pierre Hannequin et moi le 17 juillet 1943 à La Roche-Vineuse, située à l'ouest de Macon.

Pierre Hannequin, repéré sur les ondes à Lyon, partit sur mon ordre à Paris et renvoya son message du " Lancaster ", rue du Berri où je l'avais entraîné. C'était un hôtel rempli d'Allemands et j'exécutais les conseils des Anglais quand tout semblait aller au plus mal. En quelques minutes le message partit sur Londres " ...

Evolution de l'association - L'ouverture : jusqu'ou aller ?

Category: Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Historique de l'AASSDN
29 octobre 2021

Depuis plusieurs années nos Assemblées Générales se sont inquiétées de la survie de notre Association. Le problème du recrutement a été et demeure l'une de nos préoccupations majeures. Demain, c'est-à-dire à l'occasion de notre prochain Congrès du 12 au 15 mai 1988 à Bordeaux, nos adhérents seront saisis d'un projet de modifications de nos statuts afin de permettre l'ouverture de notre Amicale à des générations plus jeunes. Lesquelles et comment? C'est à cela qu'il faut réfléchir, c'est pour cela qu'il est donné ci-après quelques éléments de réflexion.

1° Notre origine et nos buts : Nous les retrouverons résumés sous la plume du Général L.RIVET, notre Patron de 1936 à 1944, à la fois sur la page de nos statuts et sur celle de notre Bulletin.

J'en reproduis quelques phrases essentielles

...« Nouvelle par la densité de son titre, riche de son contenu français... Dans la chaude communauté des Anciens des Services Spéciaux, il y aura moins de souffrances et plus de joie » ...« Un passé riche de gloire et de services rendus au Pays. » Voilà les raisons de notre Association et les seules. ...« L'A.A.S.S.D.N., association de qualité qui a pris figure de groupement pilote parmi ceux voués à des buts identiques »

2° Nos réalisations: Nous nous sommes efforcés depuis trente-cinq ans de rester fidèles à ces affirmations de base. ...« Riches de notre contenu français » : Notre action nationale, dépouillée de toute coloration politique, a toujours défendu les intérêts et la grandeur de la France. Dans les grandes crises qui ont secoué notre Pays, nous avons soutenu ce que nous pensions conforme à l'idéal de Patrie qui a conduit tant des nôtres au sacrifice. Ainsi voulions-nous d'une façon ou d'une autre garder l'Algérie dans la France... Ainsi, plus récemment, avons-nous pris la défense des Services Spéciaux et de leurs collaborateurs dans les crises qui ont mis leur efficacité voire même leur existence en cause.

... « Un passé riche de gloire et de services rendus au Pays » Notre action morale n'a cessé de mettre en évidence cette réalité si souvent ignorée, contestée, parfois même tendancieusement déformée. Notre Mémorial de Ramatuelle est devenu le symbole national et respecté de l'histoire contemporaine des : « Services Spéciaux de la Défense Nationale. » Nos réunions nationales à Paris et en province ont fait connaître à l'opinion leur vrai visage. Des ouvrages de

qualité, parfois couronnés de prix littéraires, ont largement diffusé et diffusent toujours en France et à l'étranger la Vérité sur ce que fut notre vieille Maison, ses mérites, ses réalisations et aussi ses faiblesses. Nos réactions devant les insultes, les oublis, les mensonges, s'imposent désormais à l'audience des médias, comme à celle des Français. Enfin, chaque fois que nous l'avons pu — pas assez souvent à notre gré, nous avons aidé nos camarades à faire reconnaître leurs titres et leurs mérites.

... « Moins de souffrances et plus de joie ». Notre action sociale demeure prioritaire. Nous lui consacrons l'essentiel de nos moyens financiers. En toutes circonstances, nous manifestons notre solidarité, notre présence auprès de ceux des nôtres qui sont dans la peine. A cet égard, on ne saurait trop remercier la vigilance de nos délégués et leur dévouement si désintéressé. Il reste pourtant que notre action sociale ne saurait être complète si elle négligeait l'aspect moral de notre mission. A cet égard, notre Bulletin trimestriel demeure le lien irremplaçable entre nous. Je n'oublie pas non plus le rôle humain de liaison joué en permanence avec tant de générosité et de gentillesse par nos secrétaires.

...« Groupement pilote », nous le sommes si j'en juge par les réactions amicales que suscite notre façon d'être auprès des Associations amies. Mais « groupement pilote » sous-entend l'idée que nous avons des devoirs pour l'avenir et sans doute un rôle dont il reste à définir les contours. C'est bien de cela qu'il s'agit désormais.

3° L'Avenir. Il est possible de l'envisager de deux façons:

a) Rester dans le statu quo, c'est-à-dire limiter rigoureusement notre recrutement à ceux qui ont appartenu aux Services Spéciaux de la Deuxième Guerre mondiale et à leurs ayant droit (enfants, parents, etc...) le Conseil d'Administration accordant quelques dérogations à cette règle. C'est sensiblement la situation actuelle. A plus ou moins long terme, elle voue notre Association à la dissolution.

b) Ouvrir notre Association aux Anciens des Services Spéciaux actuels, étant entendu que leur adhésion doit comporter l'engagement de veiller scrupuleusement au respect de notre Passé, de nos traditions et des principes de base qui ont présidé à la création de notre Association. C'est, en bref, les modifications que notre Conseil d'Administration envisage de soumettre à l'appréciation de nos adhérents